

Université ABDERRAHMANE MIRA-BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, de Gestion et Commerciales
Département des sciences économiques

MÉMOIRE
EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Économie quantitative

Thème

L'impact du déficit budgétaire sur l'inflation en Algérie entre 1980 et 2020

Présentée par

M^{elle} REMACHE SOUAD

M^{elle} BRAHIMI SAMIA

Dirigé par :

Mr ZIDELKHI Halim

Soutenu le : 20/06/2023

Devant le Jury composé de :

Président : Mme GHERBI Hassiba

Examineur : Mr LALALI Rachid

Rapporteur : Mr ZIDELKHIL Halim

Année Universitaire : 2022 / 2023

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercions d'abord et avant tout Dieu « le tout-puissant » de nous avoir donné le courage et la volonté pour bien mener ce modeste travail

*Nous remercier notre encadrant **Monsieur ZIDELKHIL HALIM** pour son aide, notamment pour ses conseils judicieux, ses orientations, et sa disponibilité durant la période de réalisation et de mise au point de ce mémoire*

Sans oublier toutes les personnes qui nous ont apporté leur aide et qui ont contribué à l'élaboration de ce mémoire ainsi qu'à la réussite de cette année universitaire.

DEDICACES

Je dédie ce modeste travail tout d'abord et avant tous :

A ma mère

A la mémoire de mon père qui a laissé un grand vide

A mes frères et ma sœur adorable CHAFIAA

Et mes chers copines (KATIA MASSA SARA LOLA IMANE)

A mon binôme SAMIA

*Et à toutes personnes qui m'ont encouragée ou aidée au long de
mes études.*

SOUAD

DEDICACES

Je tiens a remercié Dieu qui m'a donné la force , et la patience
d'accomplir ce travail de recherche.

je dedie ce modeste travail à ceux qui sont le symbole de tendresse et
d'amour et qui sacrifient leur vie pour la notre soit heureuse mon
cher père : Monsieur Abdelouahed et ma chère mère : Madame
Messaoudi Zakia que Dieu les bénisse .

A ma chère grande soeur Ahlem, a son mari Mounir et ma nièce Liticia

A mes adorables sœurs (Ikram et Imene)

A mon cher directeur de recherche Mr Zid Lkhil pour la disponibilité , la
patience et le soutien qui nous a aporté tout au long de ce travail.

A ma chère binome : Souad

A toute personne que je porte dans mon cœur A mes chères amis(es) et
proche (Redouane ,lydia , yasmine , lamia et mahdi) .

A toute la famille Brahimi .

SAMIA

Abréviations et acronymes

ARDL	: Auto régressive Distributed Lag
ADF	: Test de Dickey-Fuller Augmenté
AIC	: Critère d'AKAIKE
BA	: Banque d'Algérie
BM	: Banque Mondiale
DA	: Dinars Algérien
DGB	: Direction Générale du Budget
DFC	: Dépense de fonctionnement
DEQ	: Dépense d'équipement
DGT	: Direction Général de Trésor
FMI	: Fonds Monétaires International
FRR	: Fond de Régulation des Recettes
INF	: Taux d'inflation
MDS DA	: Milliards de Dinars Algérien
ONS	: Office National des Statistique
PIB	: Produits Intérieur Brut
P	: Nombre de retards
RB	: Recette Budgétaire
RF	: Recettes Fiscales
RNF	: Recettes Non Fiscales
SC	: Schwarz Criterion
SB	: Solde Budgétaire
TX	: Taux de change
T	: Statistique de Student
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
VAR	: Vecteur Auto Régressif

Sommaire

INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
I. ÉVOLUTION DES AGRÉGATS BUDGÉTAIRES EN ALGÉRIE ENTRE 1980 ET 2020.....	4
I.1 Les différentes composantes budgétaires de 1980 à 2020.....	4
I.2 Evolution des déficits budgétaires en Algérie durant la période 1980-2020.....	11
I.3 La vulnérabilité des finances publiques algériennes.....	13
II. NOTIONS GÉNÉRALES SUR L'INFLATION	18
II.1 Les causes de l'inflation.....	18
II.2 Évolution de l'inflation en Algérie	20
II.3 Les mécanismes budgétaires de l'inflation	23
III. Etude empirique	30
III.1 Méthodologie et spécification modèle.....	30
III.2 Résultats du modèle.....	32
CONCLUSION GÉNÉRALE	45

INTRODUCTION GÉNÉRALE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le déficit budgétaire et l'inflation sont deux concepts économiques importants qui sont souvent étudiés et discutés en relation les uns avec les autres. Le déficit budgétaire se produit lorsque les dépenses gouvernementales dépassent les recettes fiscales, ce qui oblige le gouvernement à emprunter de l'argent pour financer ses obligations financières. D'autre part, l'inflation se réfère à l'augmentation générale et soutenue des prix des biens et des services dans une économie.

La relation entre le déficit budgétaire et l'inflation est complexe et peut varier en fonction de nombreux facteurs. Traditionnellement, on pense que des déficits budgétaires élevés peuvent contribuer à l'inflation, principalement en raison de l'expansion monétaire qui accompagne souvent le financement des déficits par la création de monnaie. Lorsque le gouvernement crée de la monnaie pour financer son déficit, cela augmente la masse monétaire en circulation, ce qui peut conduire à une augmentation de la demande globale et, par conséquent, à une pression à la hausse sur les prix.

Cependant, la relation entre le déficit budgétaire et l'inflation est plus complexe que cela. D'autres facteurs, tels que les politiques monétaires, les anticipations des acteurs économiques, la capacité de production de l'économie et la situation économique globale, peuvent également influencer cette relation. Par exemple, si l'économie fonctionne en deçà de sa pleine capacité, un déficit budgétaire peut stimuler l'activité économique sans nécessairement entraîner une inflation significative. Il est essentiel de comprendre les interactions entre le déficit budgétaire et l'inflation afin de mettre en œuvre des politiques économiques appropriées. Les économistes et les décideurs politiques analysent en permanence ces relations complexes pour évaluer l'impact des déficits budgétaires sur l'inflation et mettre en place des mesures de politique économique adéquates pour maintenir la stabilité des prix et favoriser la croissance économique durable.

Aussi, le déficit budgétaire peut être l'un des problèmes économiques les plus importants qui affectent la croissance économique dans différents pays du monde qu'ils soient développés ou en développement. On parle du déficit budgétaire lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes budgétaires. Cela dit, parfois les raisons de son occurrence sont complexes car on assiste à des épisodes de contraction de recettes mais aussi à des situations d'excès de dépenses sans pour autant que les recettes soient affectées.

Etant que l'Etat ne pouvant être en cessation de paiement, ce dernier trouve une panoplie de moyens et ressources pour les combler. Il peut notamment faire recours à de nouveaux emprunts qui ont pour conséquence d'augmenter la dette publique.

Le déficit budgétaire peut être bon ou mauvais selon la situation et les circonstances. Dans certain cas, un déficit budgétaire peut être bénéfique mais il peut avoir également des conséquences négatives il peut entraîner une augmentation des dépenses publiques, ce qui peut stimuler la demande et aider à soutenir l'activité économique, il peut également aider une organisation à financer des projets tels que des investissements dans l'éducation et la santé, ou des projets d'infrastructure. Il peut aussi entraîner une augmentation des taux d'intérêt et une hausse des impôts qui sert à une baisse de consommation et l'investissement ce qui peut avoir un effet négatif sur l'économie. Les déficits budgétaires peuvent entraîner une hausse des taux d'intérêt et une augmentation des coûts du crédit, ce qui peut à son tour entraîner une hausse des prix et une hausse de l'inflation.

Intérêt du sujet

Impact de la baisse des prix du pétrole : À partir de 2014, l'Algérie a été confrontée à une baisse significative des prix du pétrole sur les marchés mondiaux. Cela a eu un impact majeur sur les finances publiques du pays, étant donné sa forte dépendance aux revenus pétroliers. Les recettes budgétaires ont considérablement diminué, ce qui a entraîné d'importants déficits budgétaires. Le gouvernement a été contraint de réduire les dépenses publiques et de mettre en œuvre des mesures d'austérité pour faire face à la situation.

Poursuite des déficits budgétaires : Depuis 2014, l'Algérie continue de faire face à des déficits budgétaires en raison de la persistance de la faiblesse des prix du pétrole. Le gouvernement a mis en place des mesures pour diversifier l'économie et réduire la dépendance aux hydrocarbures, mais ces efforts prennent du temps pour produire des résultats tangibles. Les déficits budgétaires ont eu des implications sur l'endettement du pays, ce qui a conduit à une augmentation de la dette publique.

Problématique et hypothèses

Le déficit budgétaire est considéré comme l'un des plus grands déséquilibres qui ont affecté les budgets de divers pays, dont l'Algérie, car son budget était lié à un décalage entre ses outils, et à la suite de la terrible chute des prix du pétrole, les revenus sont devenus incapables de couvrir dépenses. Ce qui a conduit à une augmentation du déficit budgétaire et son impact sur les taux d'inflation.

Ainsi, la problématique du déficit en Algérie qui présente notre travail es la suite : « **quel est l'impact de déficit budgétaire sur l'inflation en Algérie durant la période 1980 à 2020 ?** »

Pour canaliser notre réflexion nous avons émis les deux hypothèses suivantes :

H1 : Les déficits sont inflationnistes par les recettes budgétaires

H2 : Les déficits sont inflationnistes par les dépenses budgétaires

Méthodologie et structure

Afin d'atteindre nos objectifs fixés et vérifier les hypothèses, nous avons scindé notre travail de recherche en trois chapitres. Dans le premier, nous allons étudier l'évolution des agrégats budgétaires en Algérie entre 1980 et 2020. Dans le deuxième chapitre nous allons présenter le phénomène de l'inflation en Algérie, enfin le troisième chapitre sera consacré à l'analyse empirique, en utilisant le model ARDL sur des séries chronologiques de 1980 à 2020.

CHAPITRE I

**ÉVOLUTION DES AGRÉGATS BUDGÉTAIRES EN
ALGÉRIE ENTRE 1980 ET 2020**

CHAPITRE I

ÉVOLUTION DES AGRÉGATS BUDGÉTAIRES EN ALGÉRIE ENTRE 1980 ET 2020

Le budget de l'État est le document qui regroupe toutes les dépenses et les recettes de l'ensemble des activités gouvernementales d'une année. Il est considéré comme l'un des instruments économiques le plus important utilisé par le gouvernement afin de gérer les finances publiques du pays. Le solde budgétaire représente la différence entre les recettes et les dépenses du budget de l'État. Si les recettes dépassent les dépenses, alors le solde du budget est excédentaire, tandis que si les dépenses dépassent les recettes, le solde du budget est déficitaire.

Le budget de l'État algérien a connu d'importantes fluctuations budgétaires en raison de la baisse des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Les prix du pétrole ont commencé à baisser en 2014, ce qui a entraîné une baisse des revenus pétroliers en Algérie.

Ce chapitre se composera de trois sections fluides et complémentaires. La première nous servira à présenter les différentes composantes budgétaires de l'Algérie et leurs évolutions durant la période 1980 jusqu'à un 2020. La deuxième, quant à elle, sera dédiée à la représentation de l'évolution des déficits budgétaires. Et enfin, nous consacrons la troisième section à la vulnérabilité des finances publiques algériennes.

I.1 Les différentes composantes budgétaires de 1980 à 2020

Le budget de l'état est composé de deux grandes parties. La partie dite « recettes » budgétaires et la partie des « dépenses » budgétaires. Dans cette section nous allons présenter ces deux parties et leurs évolutions durant la période étalée entre 1980 à 2020

I.1.1 Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires sont définies comme l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'Etat pour la mise en œuvre des politiques publiques. Chaque année, la fiscalité ordinaire et pétrolière, ainsi que certaines ressources non fiscales, sont systématiquement inscrites dans le budget de l'Etat. Ces ressources proviennent des Recettes Fiscales (RF) constituées d'impôts directs et d'impôts indirects et des droits de douane qui sont prélevés à la fois sur les personnes physiques et morales. Et les autres recettes proviennent des Recettes Non Fiscales (RNF)(Ouali, N et Sayah, T, 2017).

Les recettes budgétaires de l'Algérie sont principalement constituées de recettes pétrolières. Et les recettes ordinaires représentent, quant à elles, une part relativement plus faible de ces recettes.

I.1.1.1 La fiscalité pétrolière

Les recettes de la fiscalité pétrolière, qui représentent plus de 60% des recettes budgétaires de l'Etat algérien, sont adossées à des facteurs considérés comme facteurs instables exerçant une influence négative sur la continuité des projets d'investissements publics à long terme. Ces facteurs sont :

- Le prix du pétrole brut et des produits pétroliers.
- Le taux de change dont les variations ont connu une amplitude plus grande.

Le volume et à la structure de la production d'hydrocarbures. (Ouali, N et Sayah, T, 2017).

La fiscalité pétrolière joue un rôle crucial dans l'économie algérienne. Elle représente une source importante de revenus pour le budget de l'État algérien, La fiscalité pétrolière a connu certaine évolution en Algérie.

I.1.1.2 La fiscalité ordinaire

Les recettes ordinaires sont constituées de l'ensemble de la fiscalité recouvrée par les services du Ministère des Finances. Elles proviennent essentiellement des impôts, des recettes des douanes, des recettes domaniales...

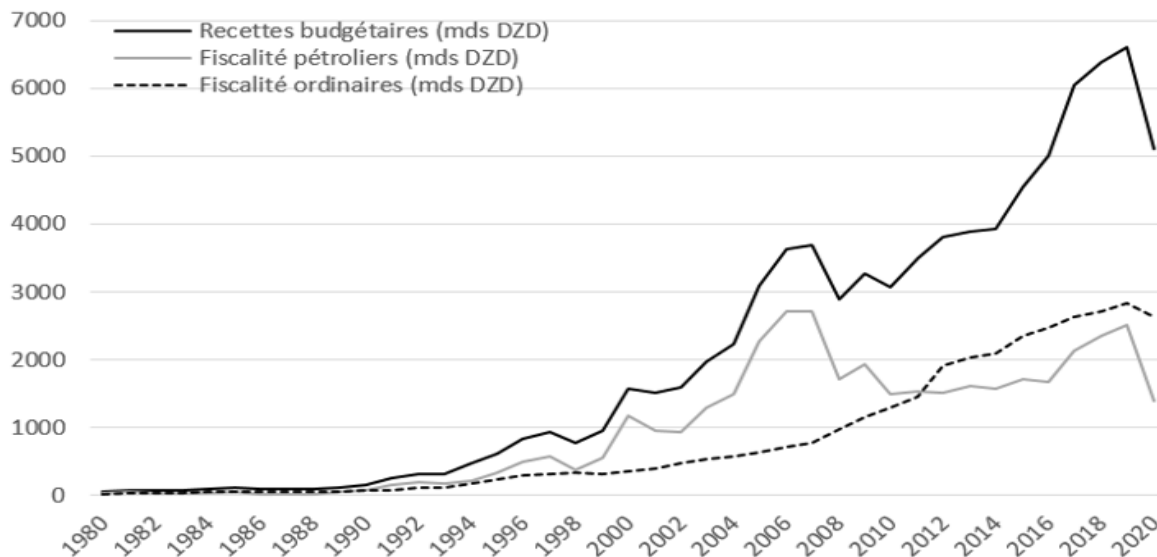
Il existe deux (2) grandes catégories de recettes ordinaires, à savoir : les recettes fiscales et les recettes non fiscales. Ces dernières proviennent essentiellement des bénéfices réalisés par les entreprises dont l'Etat est actionnaire ou encore des redevances afférentes à l'utilisation du domaine public ou privé de l'Etat. Y sont incluses également les produits de la vente de biens et services des entreprises publiques. Concernant les recettes fiscales, il importe de préciser que le système fiscal algérien est constitué de trois (3) grandes catégories d'impôt, à savoir :

- Les impôts directs.
- Les taxes sur le chiffre d'affaires.
- Les impôts indirects.

I.1.1.3 L'évolution des recettes budgétaires en Algérie entre 1980 et 2020

Ce représente l'évolution des recettes budgétaires en termes de fiscalité pétrolière et la fiscalité ordinaire durant la période 1980 à 2020 :

Figure n°1 :
Détail des recettes budgétaires en Algérie entre 1980 et 2020



Source : auteurs. À partir des données de la banque d'Algérie et L'ONS

La figure ci-dessus montre que dans les années 1980, les recettes budgétaires de l'Algérie ont connu une croissance soutenue en raison de la hausse des prix du pétrole. Elles étaient d'une valeur de 59.594 Mds de dinars en 1980 pour atteindre un sommet de 90 milliards de dinars en 1985. Depuis, Ces recettes ont baissé de 105,85 milliards DA en 1985 à 89,69 milliards de dinars en 1986 suite au choc pétrolier de 1986. Cette diminution est principalement due à la baisse des recettes pétrolières qui sont passées de 21,439 à 21,439 milliards de dinars.

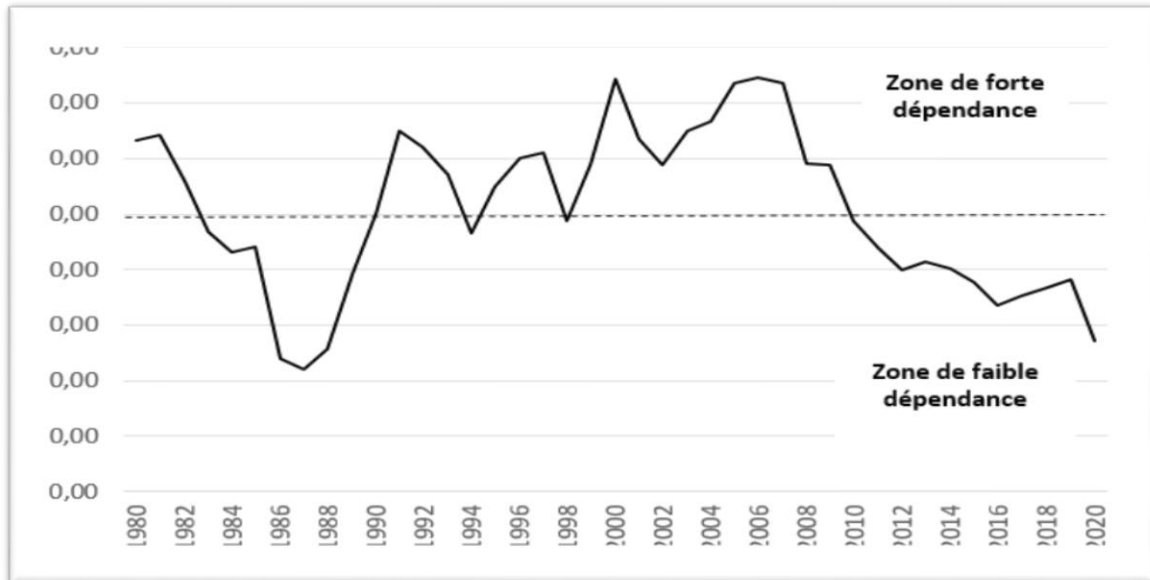
Entre 1990 et 1996, la fiscalité pétrolière a connu une augmentation significative en Algérie. En 1990, elle était de 76,2 milliards de dinars algériens et a augmenté à 161,5 milliards de dinars algériens en 199, puis à 496 milliards de dinar en 1996 grâce à la dépréciation du dinar. Ces augmentations de la fiscalité pétrolière ont un impact significatif sur économie de l'Algérie.

Pour l'année 2002, les recettes budgétaires ont atteint 1603,2 milliards de dinars, soit une augmentation de 6,5 % par rapport à l'année 2001 qui s'explique par l'augmentation (21,8 %) des recettes hors-hydrocarbures, alors qu'il est enregistré une situation de relative stabilisation des recettes au titre de la fiscalité pétrolière. Le prix moyen du baril de pétrole étant passé de 24,8 dollars en 2001 et à 25,2 dollars en 2002. Les recettes fiscales ordinaires ont enregistré une augmentation d'un montant de 84,7 milliards de dinars en 2002 par rapport à 2001 (Banque d'Algérie, 2002). Entre 2002 et 2007, les recettes ont augmenté de 22,7 %, notamment grâce à une forte augmentation de 33,9 % des recettes d'hydrocarbures.

Néanmoins, une première phase décroissante était réalisée en 2008 suite aux retombées de la crise systémique des subprimes pour atteindre 2902,44 Mds de dinars. La tendance haussière est remarquable depuis 2008 pour atteindre un record de 6601,576 Mds de dinars en 2019.

Figure n°02 :

La part de la fiscalité pétrolière dans les recettes budgétaires totales entre 1980 et 2020



Source : auteurs. À partir des données de la banque d'Algérie et L'ONS

I.1.2 Les dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires, ou charges budgétaires, ou encore les dépenses de l'État, désignent l'ensemble des dépenses engagées par l'État pour remplir ses missions de service public et pour financer des investissements publics. Les dépenses budgétaires sont généralement financées par les recettes fiscales (impôts, taxes, cotisations sociales) et les emprunts publics. Ces dépenses sont partagées en deux catégories. La première étant les dépenses de fonctionnement et l'autre étant les dépenses d'équipement.

I.1.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de l'État sont des dépenses ordinaires liées au fonctionnement des services publics. Ils comprennent les salaires des fonctionnaires, les dépenses d'entretien, les frais de gestion, ainsi que les dépenses courantes de fonctionnement nécessaires au fonctionnement des services publics.

I.1.2.2 Les dépenses d'équipements

Quant aux dépenses d'équipement, celles-ci sont constituées par les dépenses non remboursables mises à la charge de l'Etat dans le cadre de l'exécution du

programme annuel de développement économique et social de la Nation. Les crédits budgétaires ouverts au titre du budget général de l'Etat conformément au plan annuel de développement, pour la couverture des dépenses d'investissement mises à la charge de l'Etat, sont groupés en trois titres :

- Investissements exécutés par l'Etat ;
- Subventions d'investissements accordées par l'Etat ;
- Autres dépenses en capital.

Ces dépenses s'inscrivent au budget général de l'Etat sous la forme d'autorisations de programme et s'exécutent à travers les crédits de paiement. (MINISTERE DES FINANCES,2007)

I.1.2.3 L'évolution des dépenses budgétaires entre 1980 et 2020

**Tableau n°01 :
Total des dépenses budgétaires entre 1980 et 2000**

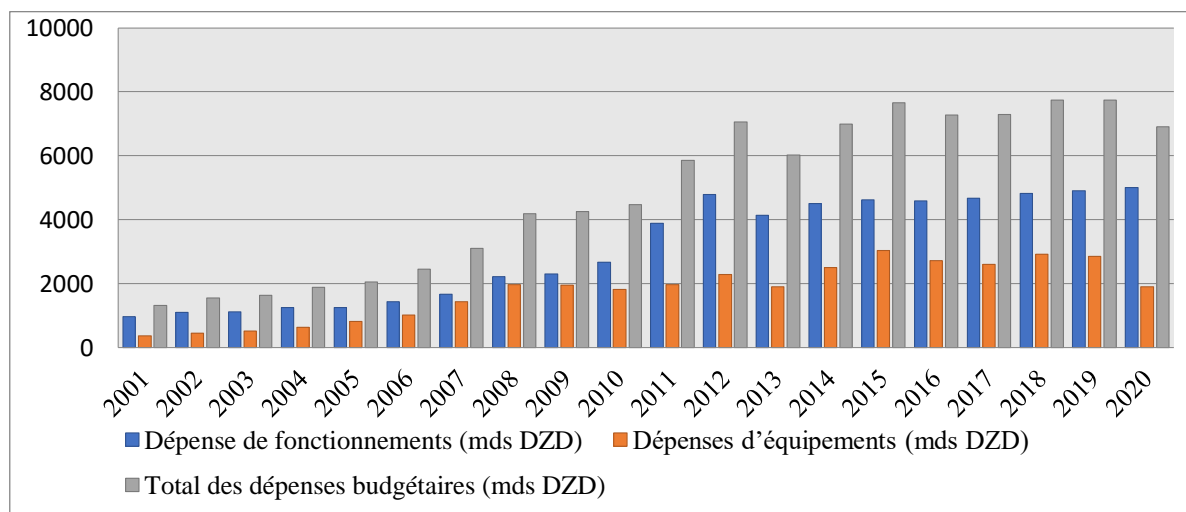
Années	Dépense de fonctionnements (mds DZD)	Dépenses d'équipements (mds DZD)	Total des dépenses budgétaire (mds DZD)
1980	26,789	17,227	44,016
1981	34,205	23,450	57,655
1982	37,996	34,449	72,445
1983	44,391	40,434	84,825
1984	50,272	41,326	91,598
1985	54,660	45,181	99,841
1986	61,154	40,663	101,817
1987	63,761	40,216	103,977
1988	76,200	43,500	119,700
1989	80,200	44,300	124,500
1990	88,800	47,700	136,500
1991	153,8	58,300	212,1
1992	276,131	144	420,131
1993	291,417	185,210	476,627
1994	330,403	235,926	566,329
1995	473,694	285,923	759,617
1996	550,596	174,013	724,609
1997	643,555	201,641	845,196
1998	663,855	211,884	875,739
1999	774,695	186,987	961,682
2000	856,193	321,926	1178,122

Source : auteurs. A partir des données de la banque d'Algérie et L'ONS

Au cours des années 80, les dépenses budgétaires algériennes ont considérablement augmenté. Passant de 44,016 milliards de dinars à 124, 500 milliards de dinars Les dépenses de fonctionnement sont passées de 26,789 milliards de dinars en 1980 à 63,761 milliards de dinars en 1987, tandis que les dépenses d'équipement sont passées de 17,227 milliards de dinars en 1980 à 44,326 milliards de dinars en 1990.

Les dépenses budgétaires enregistrent une forte augmentation en 1991 avec 212,1 milliards de dinars, qui s'explique par l'impact de la guerre civile. Cette augmentation a été suivie d'une augmentation encore plus importante en 1992, avec une dépense totale de 420,131 milliards de dinars, en grande partie due aux dépenses d'équipements élevés cette année-là. Entre 1998 et 2000, les dépenses de fonctionnement ont connu une hausse significative, représentant environ 73,4% des dépenses totales. Alors que les dépenses d'équipement n'ont augmenté que de 26,6% des dépenses totales en 2000.

Figure n°03 : Détail des dépenses budgétaires en Algérie entre 2001 et 2020



Source : auteure. À partir des données de la banque d'Algérie et L'ONS

Depuis les années 2000 l'état Algérien ont connu une très forte évolution des dépenses budgétaires. En 2002 Les dépenses budgétaires ont atteint 1 550,646 milliards de dinars, representent 34.8% du PIB, contre 31.1% en 2001 et 28.8% en 2000, en 2003, les dépenses budgétaires sont estimées à 1 639 265 milliards de dinars, soit une augmentation de 13% par rapport à 2002. En 2006, les dépenses budgétaires représentaient 30% du PIB, estimé à 2453,014 milliards de dinars. EN 2007 s'élèvent à 3108,669 milliards de dinars, représentant 33,18% du PIB. Elles ont connu une forte augmentation entre 2007 et 2008, passant de 3 108,669 milliards de dinars algériens en 2007 à 4 191,053 milliards de dinars algériens en

2008, ce qui représente une augmentation de près de 35 %. Cette augmentation importante peut être attribuée en partie à la hausse du prix des hydrocarbures qui a permis à l'Algérie de bénéficier de recettes supplémentaires.

En 2009, les dépenses ont augmenté de manière significative, avec une croissance de 6,3% par rapport à l'année précédente. Le budget de fonctionnement a augmenté de 9,8%, tandis que le budget d'équipement a augmenté de 3,1%. Cette évolution a entraîné une hausse globale des dépenses budgétaires, passant de 4882,2 milliards de DA en 2008 à 5191,5 milliards de DA en 2009. Les dépenses budgétaires totales ont atteint un montant de 7169,9 milliards de dinars en 2012 contre 5853,6 milliards de dinars en 2011, soit une augmentation de 22,5% contre 31% en 2011, 5,2% en 2010. En 2014, les dépenses budgétaires totales s'établissent à 6 980,2 milliards de dinars contre 6024,2 milliards de dinars en 2013, soit une hausse de 15,9 % contre une baisse de 14,6 % en 2013. Les dépenses de fonctionnement et d'équipement ont été budgétisées respectivement à 4 714,4 milliards de dinars et 2 914,7 milliards de dinars dans la loi de finances de 2014. Ces dépenses ont été consommées à hauteur de 95,2 % pour les dépenses de fonctionnements et à hauteur de 85,6 % pour les dépenses d'équipement.

En 2017, les dépenses budgétaires totales ont connu une stabilité relative passant de 7279,5 milliards de dinars à 7282,6 milliards de dinars en 2016, augmenté que 1,3% du PIB, Cette augmentation a été attribuée à une augmentation des dépenses courantes de 3,8%, compensant une baisse de 3% des dépenses en capital.

Entre 2017 et 2020, Les dépenses budgétaires totales qui se sont stabilisées en 2017 et 2018 et n'ont augmenté que de 0,1 % en 2019, ont diminué de 10,8 % en 2020 et s'établissent à 6 902,9 milliards de dinars contre 7 741,3 milliards de dinars en 2019. Cette baisse des dépenses totales résulte intégralement de celle des dépenses en capital (-33,5 %) alors que les dépenses courantes ont augmenté de 2,3%. En ce qui concerne les dépenses en capital, après avoir légèrement diminué en 2019, elles ont chuté en 2020 pour s'établir à 1 893,5 milliards de dinars contre 2 846,1 milliards de dinars, soit un recul de 33,5 % en une année. (Banque algérienne, 2020).

I.2 Evolution des déficits budgétaires en Algérie durant la période 1980-2020

Le déficit budgétaire est un concept qui prend en compte les dépenses et les recettes d'un gouvernement. En Algérie, le déficit budgétaire a connu une évolution significative au cours des quatre dernières décennies.

Tableau n°02
Evolution du déficit budgétaire algérien entre 1980 et 1999

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Soldes budgétaires (Mds DZD)	15,578	21,73	1,801	-4,181	9,767	6,009	-12,13	-10,99	-26,2	-8,1
Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Soldes budgétaire (mds DZD)	16	36,8	-108,27	-162,68	-89,15	-147,89	100,55	81,47	-101,23	-11,19

Source : auteurs, à partir des données de L'ONS.

Depuis la fin des années 1980, l'Algérie connaît un déficit croissant de son budget, ce dernier atteint un niveau record en 1993 soit 160 milliards de dinars, ce déficit atteint presque 35% de montant général des dépenses publiques.

Le déficit de l'années 1983 : du fait de la baisse fiscalité pétrolière à la suite de la baisse des prix hydrocarbures enregistrés en mars de la même année, des prêts nets ont été accordés au entreprises publique pour leur aider à financer leur investisse ce pendant le déficit de 1986 était dû au choc pétrolier qui a fait de plus de 50 % les recettes fiscales pétrolière ont un taux de dépenses constant et sont tirées par la dette extérieure est tombée d'environ 17 milliard de dollars à la fin de 1985 à 21,1 milliard de dollars 1986.

Entre 1986 et 1988 : le déficit budgétaire est passé de 12,127 milliards de DA à -26,2 milliard de DA respectivement, -4,09 %et -7,53%du PIB. Le pays a enregistré des taux de croissance principalement tirés par les hydrocarbures -0,7% en 1987 et -1/%en 1988 en terme réel au début des années 90, l'investissement public à réduit de 6,2 % en 1991 cela n'a pas empêché une nouvelle envolée des déficits budgétaires qui ont atteint le niveau record de 8,3 %du PIB en 1993.

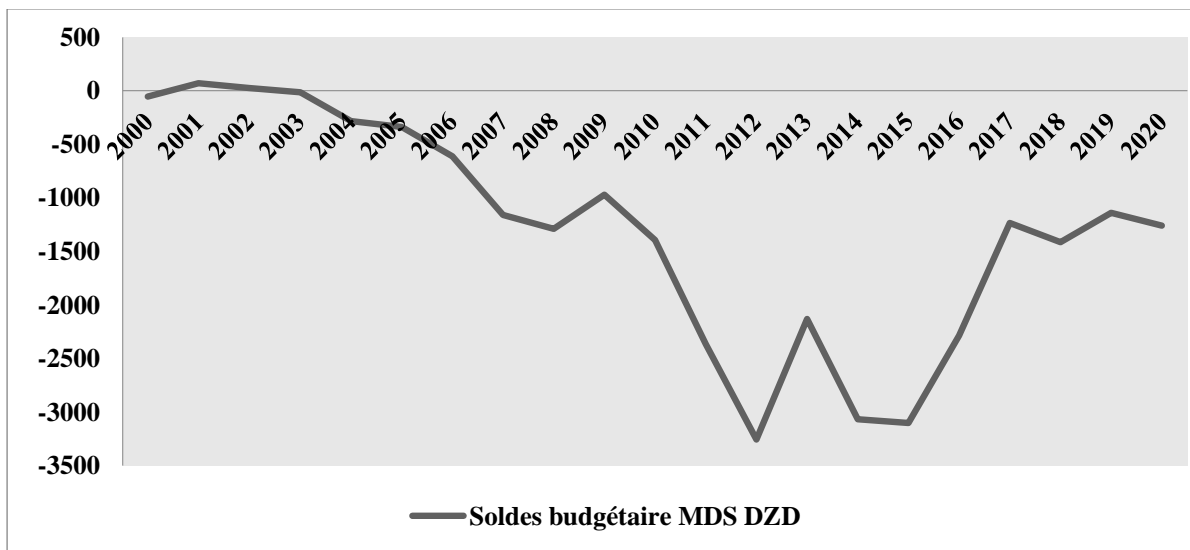
Au cours des années 1992 et 1993 : caractérisées par des troubles civils, l'administration publique a adopté une politique budgétaire expansionniste visant à stimuler l'activité économique et l'emploi. Les soldes budgétaires sont devenus donc déficitaires, pour ces années, de l'ordre de -108,267 et -162,678 milliards de DA respectivement et le pertes des réserves de change se sont multipliées, en partie à cause du difficile accès au marché extérieur des crédits ainsi que le refus des autorités d'ajuster le taux de change dans une conjoncture par la baisse des prix des hydrocarbures passant en moyenne de 20 US\$ /baril en 1992 à

17.5US\$ /baril1993 le solde budgétaire avait atteint des excédents de 3,91% et 2,93% du PIB en 1996 et 1997 respectivement, contre un déficit de -13,67% en 1993. Par contre, en 1998, en raison de la baisse des recettes de la fiscalité pétrolière et d'une augmentation des dépenses publiques, notamment des dépenses de fonctionnement, Le solde global du trésor a réalisé un déficit estimé à -3,58% du PIB.

Entre 1993 et 195 : les soldes budgétaires sont déficitaires passant de -162,68 milliards de dinars à -147,89 milliards de dinars.

Le solde global budgétaire est devenu excédentaire en 1996 et 1997 avec montant 100,55 milliards de dinars et 81,47milliards de dinars respectivement, sont représentait 3% et 2,4% de PIB, Après être déficitaires de -101,23 milliards de DA en 1998, les soldes budgétaires sont devenus excédentaires en 1999 atteindre 11,49 milliards de dinars.

Figure n°04 :
Evolution du solde budgétaire entre 2000 et 2020



Source : auteurs. À partir des données de la banque d'Algérie et L'ONS

D'après le graphique, nous pouvons dire que le déficit budgétaire a connu une évolution plus importante entre 2011 et 2012, où il a atteint son niveau le plus élevé en 2012 avec un montant dépassant 3254 milliards de DA. Cette augmentation importante peut être attribuée à plusieurs facteurs tels que la baisse des recettes publiques ou l'augmentation des dépenses publiques.

Le déficit budgétaire en 2013 s'élevait à environ 2128,81 milliards de dinars, mais il a considérablement augmenté l'année suivante pour atteindre environ 3068,02 milliards de dinars. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation significative des dépenses

publiques, passées d'environ 6024,131 milliards de dinars en 2013 à environ 6995,769 milliards de dinars en 2014.

En 2015, le déficit a connu une augmentation considérable, atteignant -3103,79 milliards de dinars par rapport à 3068,0 milliards de dinars de 2014, représentant environ 15% du PIB. Cette hausse importante est attribuable à la diminution des recettes des hydrocarbures suite à la chute des prix du baril, passant de 99,4 dollars en 2014 à 52,9 dollars en 2015.

De 2016 à 2017, la situation économique s'est améliorée avec une diminution du déficit qui est passé de 2 286 MDA en 2016 à 1 207 MDA en 2017. Cette amélioration a été attribuée à la hausse du prix du baril de pétrole. En 2018 le déficit budgétaire enregistré une augmentation pour atteindre 1412,33 milliards de dinars.

Enfin, en 2020, les finances publiques, fortement impactées par la crise sanitaire du Covid-19, enregistrent un déficit budgétaire de 1261,9 milliards de dinars, soit 6,7 % du PIB, contre un déficit de 1139,8 milliards de dinars en 2019 (5,6 % du PIB). L'augmentation du déficit budgétaire, de près de 10,7 %, en 2020 par rapport à 2019, résulte principalement de la diminution des recettes budgétaires de 14,6 %, liée à celle des recettes fiscales des hydrocarbures (-28 %). Quant aux dépenses budgétaires, elles ont baissé de 10,8 % sur la même période. (Banque d'Algérie, 2020).

I.3 La vulnérabilité des finances publiques algériennes

I.3.1 La forte dépendance des recettes budgétaire envers la fiscalité pétrolière

La fiscalité pétrolière occupe une part importante dans les finances publiques. La contribution de la fiscalité pétrolière dans les recettes budgétaires est significative, ce qui fait que toute augmentation des recettes pétrolières s'accompagnera d'une augmentation substantielle du budget de l'Etat. Cependant il est recommandé d'observer que la part relative des taxes pétrolières a baissé entre 1986 et 1988 pour connaître une reprise en 1989, en raison des fluctuations des prix de pétrole sur les marchés internationaux au cours de cette période. Les périodes sensibles qui a connu la fiscalité pétrolière parmi lesquelles, en 1986 en raison de la forte baisse des prix du pétrole brut, le rendement de la fiscalité pétrolière dans cette année a été faible et ces recettes du budget de l'état ont considérablement diminué donc le déficit budgétaire augmente. La deuxième décennie a également subi un contre choc pétrolier lorsque les prix ont chuté en 1998, ce qui a influencé directement la part de la fiscalité pétrolière dans les recettes budgétaires. La deuxième et la troisième décennie, quant à elles, ont été plus

marquées suite à l'embellie financière où la part de la fiscalité pétrolière, avait atteint en 2000, 60,47% comme le tableau ci-dessus :

Tableau n° :3

La part de la fiscalité pétrolière dans les recettes budgétaires totales entre 1980 et 2020

Années	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
La fiscalité pétrolière%	46,02	31,99	22,92	23,28	39,06	57,93	64,21	57,69	46,78	51,32
Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
La fiscalité pétrolière%	54,74	57,52	52,15	51,22	60,47	59,9	61,71	54,8	53,67	54,48
Années	2006	2007	2008	2009	2010					
La fiscalité pétrolière%	52,15	60,47	59,90	62,83	57,60					

Source : ministère des finances, DGB

Le tableau montre la part incontestable de la fiscalité pétrolière dans les recettes totales de l'Algérie car elle a atteint, 52 ,15% en 2006 contre la valeur inférieure enregistrée en 1988 d'un montant de 22,92%. Cette mauvaise performance est due au choc pétrolier de 1986 et la contraction des exportations de pétrole.

I.3.2 La vulnérabilité de l'équilibre budgétaire face à la politique sociale

L'Algérie depuis l'indépendance s'est engagé à suivre une politique sociale indéfectible axées sur les divers transferts sociaux comme les pensions, les subventions, la gratuité des soins, la gratuité de l'éducation à tous les niveaux et les politiques de logements sociaux qui garantit une vie digne pour chaque citoyen algérien. Cela n'est pas anodin puisque cette politique suscite un financement important qui peut parfois alourdir les charges de fonctionnement pesant sur l'équilibre budgétaire. Cela explique de manière implacable les successions des déficits budgétaires même en période de manne financière. En, effet, depuis 2002, l'Algérie a enregistré des déficits budgétaires malgré la conjoncture favorable.

La vulnérabilité dans ce sens-là est telle que, les dépenses doivent restées importantes au détriment des équilibres budgétaires ce qui nourrit la dette publique interne et peut poser le pays, dans des circonstances bien précises, à un endettement extérieur auprès des instances internationales comme le FMI et la Banque Mondiale. Même si cela est fortement prohibé par la présidence du pays « où le président lui-même dans le rapport du conseil des ministre du 6 juin 2017 avait implicitement instruit ses ministres à ne pas faire recours à l'endettement international faute de perdre la souveraineté nationale.

I.3.3 La primauté des dépenses de fonctionnement sur les dépenses d'équipement

Le paradigme budgétaire veut que la dépense d'équipement doive excéder celle de fonctionnement. En effet, les dépenses d'investissement sont créatrices de richesse nationale. Cela n'est ni fortuit ni anodin puisque ces dernières sont susceptibles de créer des biens et services et une croissance soutenue une fois elles sont utilisées de manière rationnelle.

Quant aux dépenses de fonctionnement, ces dernières accentuent la pression sur la demande et peut à cet effet créer une forte inflation. De même, si la demande augmente celle-ci sera adressée systématiquement à l'importation qui comble les vides d'une production nationale faible et à l'agonie.

Dans ce sillage, la vulnérabilité apparaît de façon prépondérante puisque les dépenses de fonctionnement sont plus importantes que celles de l'investissement ce qui accroît les risques de pénuries et d'inflation dans l'économie.

Conclusion

Dans ce chapitre nous avons constaté que l'Algérie a connu une évolution importante des recettes et des dépenses budgétaires au cours de la période 1980-2020, avec une forte dépendance à la fiscalité pétrolières, qui représentent une grande partie des recettes de l'État. « Environ 20 % du PIB et 60 % des recettes budgétaires totales ». En outre, les dépenses non rationalisées générées notamment, par les dépenses de fonctionnement augmente les risques de l'inflation dans pays ainsi que la dette publique interne Par conséquent, cette situation a conduit au développement du déficit budgétaire.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que ces dernières années, l'Algérie a connu un important déficit budgétaire en raison de la baisse des prix du pétrole sur les marchés internationaux, atteignant son plus haut niveau en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19 et de la chute des prix du pétrole. En outre, cela représente une vulnérabilité importante des finances publique auxquelles on doit prêter une forte attention pour pas tomber dans les spectres de l'inflation et cde la perte de souveraineté nationale.

CHAPITRE II

NOTIONS GÉNÉRALES SUR L'INFLATIO

CHAPITRE II

NOTIONS GÉNÉRALES SUR L'INFLATION

L'inflation est définie comme étant une hausse générale et durable du niveau des prix à l'intérieur d'un pays. Cela pourrait être une résultante d'une rupture d'équilibre entre l'offre et de la demande. Une hausse ponctuelle et prix, ne peut pas être considérée comme de l'inflation, que si elle se propage à toute l'économie et se poursuit sur la période qui suit : le mouvement de croissance des prix doit être général, concerner les différents secteurs et branches de l'économie et se maintenir dans le temps

Dans ce chapitre on étudier le phénomène de l'inflation, nous avons distingué trois sections, pour la première section nous avons présenté l'évolution de taux de l'inflation durant la période 1980 à 2020, la deuxième section sera consacrée sur les différentes causes de l'inflation, la troisième section reposit les mécanismes budgétaires de l'inflation.

II.1 Les causes de l'inflation

II.1.1 L'inflation monétaire

L'inflation monétaire est une croissance de la masse monétaire a celle de la production réelle, il s'agit de l'explication la plus ancienne et la plus souvent donnée postulant des erreurs des organismes chargé de fournir à l'économie ses moyens de paiement.

MILTON FRIDMAN « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire en ce sens qu'elle ne peut être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production ».

- **La théorie monétaire de l'inflation :**

Cette théorie a été proposée dès le dix – huitième siècle par Richard Cantillon et David Hume, et avait été esquissée par Jean Bodin au seizième siècle. Gustav Cassel, un économiste suédois, et l'américain Irving Fisher l'ont précisée au vingtième siècle. Cette théorie peut être précisée par l'équation des échanges, due à l'économiste Irving Fisher :

$$MV = PT$$

- **M** : la masse monétaire (stock de monnaie présent dans l'économie).

- **V** : la vitesse de circulation de la monnaie, et représente le nombre moyen de transaction que chaque unité de monnaie effectue par période.
- **P** : l'indice du niveau général des prix.
- **T** : le volume total des transactions effectuées dans la période. (Jean Magnan de Bornier ; p.5).

II.1.2 L'inflation par la demande

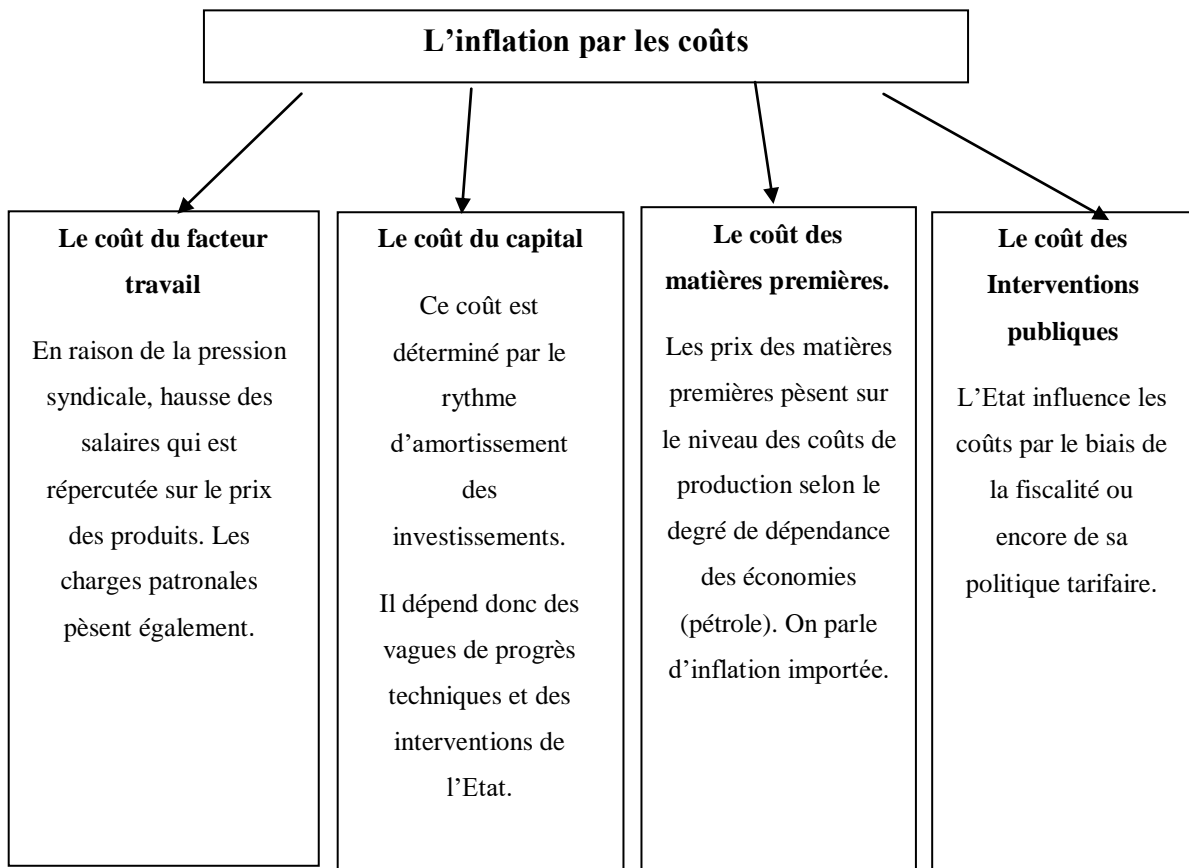
L'inflation par la demande est une explication de la hausse des prix par un excès de la demande globale sur l'offre globale (l'ensemble des biens disponibles, évalués aux prix courants) ; l'égalité entre valeur des ventes et valeur des achats est cependant une propriété des échanges (c'est une contrainte). Les quantités des biens et la dépense globale étant données, seules les modifications des prix peuvent assurer la réalisation de la contrainte Offre est égale la Demande. L'ensemble des prix s'élèvera, dans des proportions variables. La théorie de l'inflation par la demande reste insuffisante tant qu'on ne sait pas comment il est possible que l'excès de demande se produit ; en effet, les conditions de création du revenu impliquent normalement que les revenus distribués sont une masse égale à celle des biens produits. (Jean Magnan de Bornier ; p.5).

II.1.3 L'inflation par les coûts :

Le prix d'un produit peut augmenter parce que son coût de fabrication augmente ou parce que les produits qui le composent augmentent. L'augmentation du coût de fabrication provient généralement d'une hausse des salaires. L'augmentation des matières premières si ces matières premières sont achetées à l'étranger, on parle d'inflation importée. L'augmentation des salaires induit une augmentation des prix, qui entraîne une revendication de hausse de salaire pour maintenir le pouvoir d'achat.

Le mot coût doit être pris dans un sens très large. Il ne concerne pas seulement les frais engagés par les entreprises pour produire, mais également Les profits des entrepreneurs qui constituent un élément du prix au même titre que les autres rémunérations. L'inflation par les coûts ainsi précisée a pour cause la hausse d'un élément du prix de revient de tous les biens produits dans un pays. (Jubin.P et A. Boccon. G .1965. P23).

Figure n°05 : L'inflation par les coûts



Source : Arnaud Diemer : inflation ; P7.

II.1.4 L'inflation structurelle

L'inflation peut être induite par un état donné de la structure des marchés, ce qui signifie que la hausse des prix s'explique par les conditions de formation des prix sur les marchés ou dans les secteurs économiques. Les prix résultant de situations de concurrence imparfaites dans l'industrie ou les prix fixés par les pouvoirs publics dans le secteur agricole. En effet, certains prix peuvent être qualifiés de prix administrés car ils sont davantage fixés non pas par les ajustements du libre marché mais par les décisions des firmes ou des considérations politiques. (REBAI Soraya et AMOUR Souad ; 2016 : L'impact de l'augmentation des salaires sur l'inflation en Algérie 1980-2014.)

II.2 Évolution de l'inflation en Algérie

Dans cette section, on présentera l'évolution de l'inflation en Algérie de la période 1980 et 2020, parler de l'évolution des taux d'inflation en Algérie, c'est parler des changements qui ont affecté l'économie algérienne, à partir de 1892 avec la crise pétrolière, la décision de réformes

soutenue par le parti, et le passage d'une économie planifiée à une économie de marché, les institutions internationales et l'adoption par l'Algérie de programmes de développement visant à relancer l'économie nationale.

II.2.1 Évolution de l'inflation en Algérie 1980-1999

Le tableau ci-dessous montre les taux d'inflation en Algérie pour les années d'entre 1980 et 1999. On constate que le taux d'inflation a été très élevé tout au long de la décennie, avec de fortes variations d'une année sur l'autre.

Tableau n°04 :

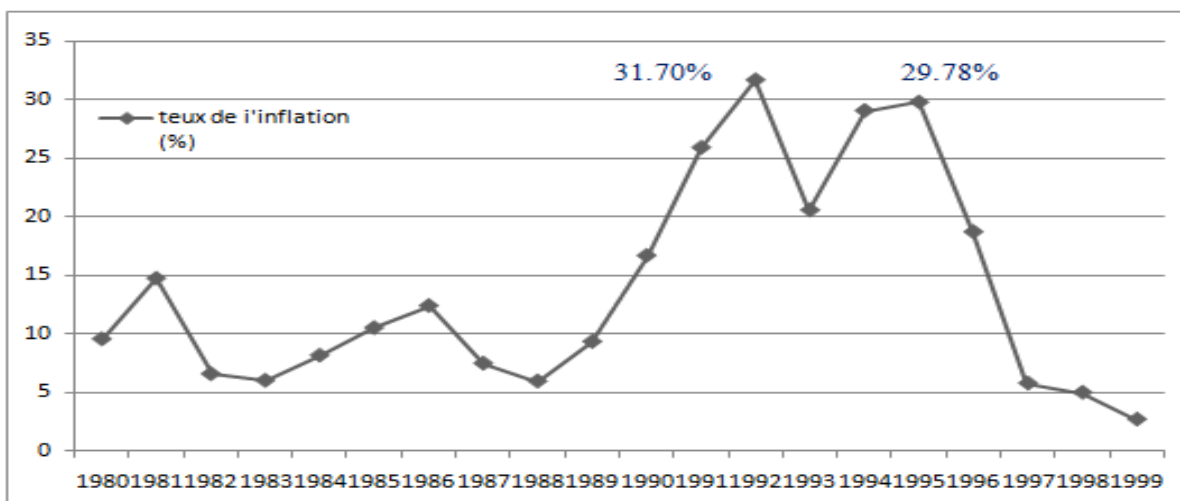
Évolution de l'inflation entre 1980 et 1999

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Taux d'inflation (%)	9,2	14,7	6,2	6,0	8,2	10,5	12,3	7,6	5,9	9,3
Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux d'inflation (%)	17,9	25,9	31,7	20,5	29,0	29,8	18,7	5,7	4,99	2,6

Source : Auteurs. À partir des données de la BA et L'ONS

Pour une meilleure visibilité voici le graphique de l'évolution de l'inflation courant cette période :

Figure n°06 : Evolution des taux d'inflation entre 1980 et 1999 en %



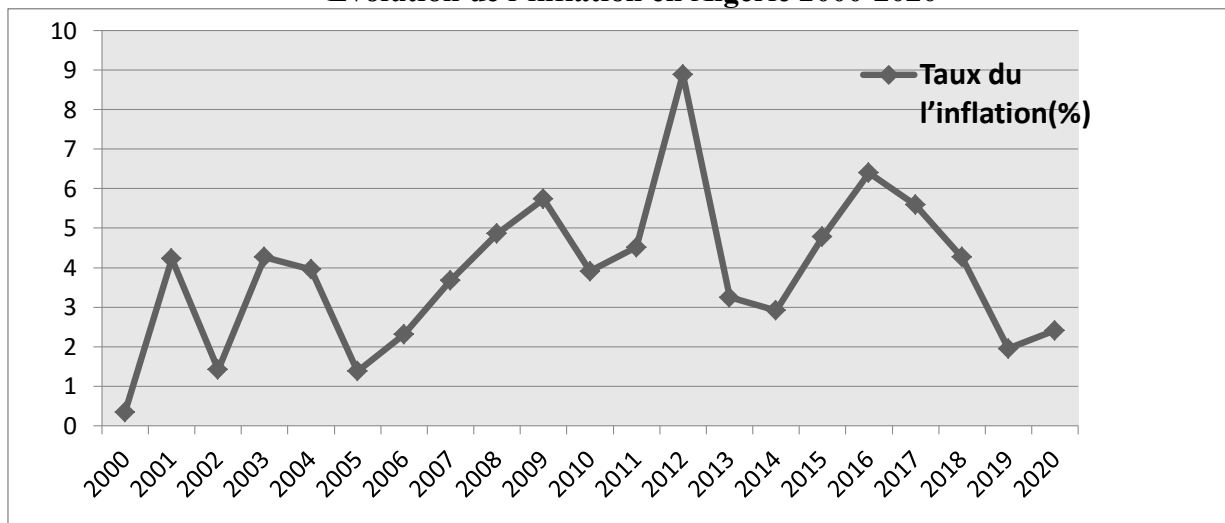
Source : Auteurs. À partir des données de la BA et L'ONS.

D'après les données du tableau et la figure ci-dessus, en remarquant une augmentation importante du taux d'inflation en Algérie entre 1980 et 1990. Il a atteint 9,52% en 1980, puis monte à 17,9% en 1990, puis 25,9 % en 1991, pour remonter ensuite au taux d'inflation le plus élevé de cette période en atteignant 31,7 % en 1992. Cela est notamment dû à la détérioration des prix du pétrole après la crise pétrolière de 1990. En 1993, le taux d'inflation a diminué à 20,5 % pour renouer avec la hausse en 1994 et 1995 à 29 % et 29,8 %.

Les taux ont connu une tendance à la hausse passant de 9.3 % en 1989 à 29.78% en 1995. Cette augmentation peut être expliquée par plusieurs facteurs tels que : la dévaluation de dinars, les déficits budgétaires, la mauvaise gestion de l'appareil productif et la sphère informelle. (ONS, 2001).

II.2.2 Évolution de l'inflation en Algérie 2000-2020

Figure n°07 :
Évolution de l'inflation en Algérie 2000-2020



Source : Auteurs. À partir des données de la BA et L'ONS

Cette figure représente l'évolution annuelle de l'inflation en Algérie durant la période 2000-2020 :

En 2000 l'Algérie enregistre un résultat miraculeux, taux d'inflation à 0,34%, c'est le résultat le plus bas depuis que les premières mesures de libération des prix sont intervenues y a 22 ans

L'année 2001 a connu une hausse de l'inflation de 4,2%, conséquence de l'augmentation du pouvoir d'achat et de l'augmentation des coûts de production, puis elle est descendue à 1,4% en 2002, puis elle a connu une nouvelle hausse du taux d'inflation en 2003, atteignant 4,27 %.

Après une augmentation de 3,56% en 2004, le taux d'inflation a diminué de 1,38 % en 2005. Au cours de la période 2006-2009, l'Algérie a enregistré une augmentation du taux d'inflation qui est passé de 2,31% en 2006 à 5,74% en 2009, en raison de la chute des prix du pétrole.

En 2010 l'accélération de l'inflation qui s'était manifestée au second semestre de 2011 s'est amplifiée en 2012 pour atteindre le taux le plus élevé de la décennie, soit 9,7 % de hausse annuelle moyenne au titre de l'indice national des prix à la consommation et 8,9 % pour celui du Grand Alger. Ces taux respectifs ont excédé de 3,9 et de 4,4 points leurs niveaux de l'année précédente. (Banque d'Algérie 2012).

Deux années après l'Algérie connu une forte hausse du taux d'inflation au cours de la période (2014-2016), passant de 2,9% en 2014 à 6,4% en 2016, et cette augmentation indique la poursuite de l'expansion du déficit budgétaire.

On note en 2017 que le taux d'inflation a diminué à 5,6% en raison de l'augmentation des revenus des hydrocarbures.

L'année 2019 est caractérisée par une baisse du taux d'inflation qui a atteint 1,95%, après 4,27 en 2018, en 2020 atteindre 2,41%.

II.3 Les mécanismes budgétaires de l'inflation

II.3.1 Les mécanismes théoriques

L'inflation est un phénomène complexe qui a suscité l'intérêt des économistes depuis longtemps et qui continue d'être un sujet de débat. Du point de vue théorique, la littérature économique identifié plusieurs causes explicatives de l'inflation, certains étant liées à la monnaie tandis que d'autres proviennent de l'économie réelle. Ces causes peuvent parfois se combiner et accélérer l'effet d'augmenter des prix.

Les économistes classiques et les monétaristes considèrent que l'inflation est exclusivement liée à la monnaie, leur raisonnement s'appuie sur " la Théorie Quantitative de la Monnaie " ou l'équation d'Irving Fisher " : une croissance excessive de la quantité de monnaie en circulation par rapport à celle de la production réelle entraîne une augmentation des prix. Autrement dit,

une émission excessive de monnaie sans contrepartie immédiate dans la production entraîne une hausse générale des prix. C'est pourquoi Milton Friedman, économiste américain et prix Nobel en 1976 affirmait que " l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ".

D'inspiration keynésienne l'inflation par la demande, également connue sous le nom de "demande-pull inflation ", se produit lorsque la demande globale dépasse l'offre globale.

Si l'offre de biens et de services est inélastique et ne peut pas répondre à cette demande excédentaire, les prix augmentent pour rétablir l'équilibre.

Cependant, certains économistes estiment que l'inflation ne résulte pas seulement d'une augmentation de la demande, mais peut également être causée par une augmentation des coûts de production, appelée « inflation par les coûts » ou « cost-push inflation ». Lorsque les coûts de production augmentent, les entreprises ont tendance à augmenter les prix de leurs produits afin de maintenir leurs marges bénéficiaires. Cette augmentation des prix propage ensuite dans l'ensemble de l'économie, car les produits de certaines entreprises sont utilisés dans le processus de production d'autres entreprises, entraînant ainsi une hausse des coûts de production.

Les sources d'augmentation des coûts peuvent être multiples, notamment une augmentation des salaires, une hausse des coûts des matières premières, une augmentation des coûts financiers tels que le coût du crédit, ou une augmentation des prélèvements fiscaux tels que l'impôt sur le bénéfice des sociétés ou les charges sociales.

En outre l'inflation peut également être causée par des facteurs externes, tels que des chocs économiques ou des relations économiques et commerciales avec d'autres pays. Par exemple, si les prix des biens importés augmentent sur le marché mondial, cela peut également influencer les prix nationaux, tout comme la dépréciation de la monnaie d'un pays peut conduire à une augmentation des coûts des produits importés. Ces augmentations de coûts peuvent ensuite être répercutées sur les prix nationaux, affectant les ménages et les entreprises.

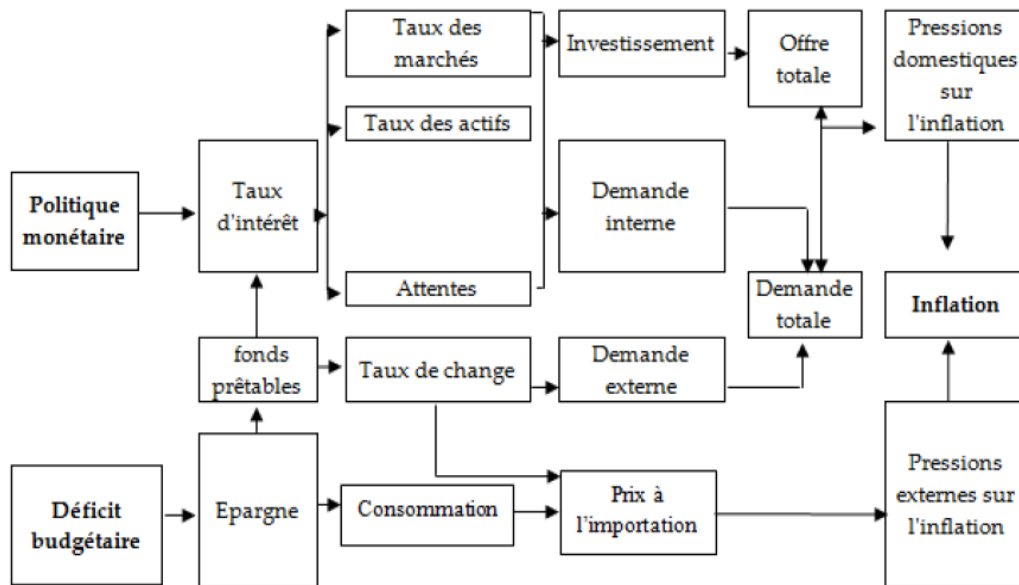
Ces aspects peuvent être résumés comme suit :

A/ Relation déficits-taux d'intérêt-inflation :

- Les déficits budgétaires peuvent entraîner une augmentation de la dette publique, ce qui peut exercer une pression à la hausse sur les taux d'intérêt. Des taux d'intérêt élevés peuvent décourager l'investissement privé, car ils rendent l'emprunt plus coûteux pour les entreprises et réduisent leur capacité à financer de nouveaux projets.

- Les déficits augmentent les taux d'intérêt sur les actifs publics ce qui rends les dépôts bancaires moins intéressant. Cela peut engendrer une crise passagère d'illiquidité comme ce schéma l'indique :

**Figure n°08 :
Lien entre le taux d'intérêt et l'inflation**



Source : Zidelkhal (2021)

B/ Relation déficits-investissement-inflation :

Les déficits budgétaires peuvent avoir des effets sur l'investissement privé, bien qu'ils puissent être complexes et dépendent de divers facteurs. Voici quelques-uns des effets potentiels :

- Concurrence pour les ressources : Lorsque le gouvernement augmente ses dépenses et accroît ses emprunts pour financer un déficit budgétaire, cela peut entraîner une concurrence accrue pour les ressources financières disponibles. Cela peut réduire les fonds disponibles pour les investissements privés « **effet d'évictions** » car les prêteurs peuvent être plus enclins à prêter au gouvernement plutôt qu'aux entreprises privées.
- Stabilité économique : Les déficits budgétaires élevés peuvent contribuer à l'instabilité économique, ce qui peut créer un environnement incertain pour les investisseurs privés. L'incertitude et la volatilité peuvent décourager les investissements à long terme, car les entreprises préfèrent éviter les risques potentiels associés à des conditions économiques instables.

- Politique fiscale : Pour combler les déficits budgétaires, les gouvernements peuvent augmenter les impôts ou réduire les avantages fiscaux, ce qui peut affecter la rentabilité des entreprises et réduire leur capacité à investir. Une politique fiscale restrictive peut également diminuer la demande globale et affecter négativement les activités des entreprises.
- Confiance des investisseurs : Des déficits budgétaires persistants et élevés peuvent éroder la confiance des investisseurs dans la santé économique et la stabilité financière d'un pays. Cela peut entraîner une fuite des capitaux et une réduction des investissements privés nationaux et étrangers.

C/ Relation déficits-politique fiscale-inflation :

Lorsque les impôts augmentent, les entreprises peuvent être incitées à augmenter leurs prix pour plusieurs raisons :

- Coûts de production accrus : L'augmentation des impôts peut entraîner une hausse des coûts de production pour les entreprises. Les impôts sur les bénéfices, les impôts fonciers ou d'autres taxes peuvent réduire les marges bénéficiaires des entreprises. Pour compenser cette diminution de rentabilité, les entreprises peuvent augmenter les prix de leurs produits ou services afin de maintenir leurs bénéfices.
- Répercussions sur la chaîne d'approvisionnement : L'augmentation des impôts peut également affecter les fournisseurs et les partenaires commerciaux des entreprises. Si les coûts des matières premières, des services ou des produits augmentent en raison de l'augmentation des impôts, cela peut conduire à une hausse des coûts pour les entreprises. Pour maintenir leurs marges, les entreprises peuvent répercuter ces coûts supplémentaires sur les consommateurs en augmentant leurs prix.
- Anticipation de la demande : Lorsque les entreprises prévoient une diminution de la demande en raison de l'augmentation des impôts, elles peuvent choisir d'augmenter leurs prix pour compenser la baisse attendue des ventes. Cette anticipation de la demande peut être motivée par le fait que les consommateurs ont moins de revenus disponibles après le paiement des impôts, ce qui peut réduire leur pouvoir d'achat.
- Maximisation des profits : Les entreprises cherchent généralement à maximiser leurs profits, et l'augmentation des impôts peut être perçue comme une opportunité de renforcer leurs marges bénéficiaires. En augmentant les prix, les entreprises peuvent

espérer augmenter leurs revenus et compenser les coûts supplémentaires associés aux impôts.

D/ Relation déficits-financement de la banque centrale-inflation :

La relation entre la « monétisation de la dette » et l'inflation est étroitement liée. La monétisation de la dette se produit lorsque la banque centrale d'un pays achète les obligations émises par le gouvernement pour financer ses dépenses, en créant de la monnaie pour effectuer cet achat. Voici comment cette pratique peut influencer l'inflation :

- Expansion de la masse monétaire : Lorsque la banque centrale monétise la dette, elle injecte de la monnaie nouvellement créée dans l'économie. Cela augmente la masse monétaire en circulation, ce qui peut potentiellement conduire à une augmentation de la demande globale.
- Pressions inflationnistes : Si la demande globale augmente de manière significative à la suite de la monétisation de la dette, cela peut exercer une pression à la hausse sur les prix des biens et des services. Une augmentation de la demande sans une augmentation équivalente de l'offre peut provoquer une inflation.
- Anticipations inflationnistes : Lorsque les acteurs économiques, tels que les consommateurs et les entreprises, anticipent une augmentation de l'inflation en raison de la monétisation de la dette, cela peut les inciter à ajuster leurs comportements. Par exemple, les travailleurs peuvent demander des augmentations de salaire pour compenser la hausse des prix attendue, ce qui peut à son tour alimenter l'inflation.
- Confiance dans la monnaie : La monétisation excessive de la dette peut éroder la confiance des acteurs économiques dans la valeur de la monnaie nationale. Si les investisseurs et les consommateurs perdent confiance dans la stabilité de la monnaie, cela peut entraîner une fuite des capitaux et une dépréciation de la monnaie sur les marchés internationaux.

II.3.2 Revue de la littérature empirique

La littérature théorique a soutenu que le déficit budgétaire entraîne une inflation de même, de nombreuses études empiriques ont été menées pour examiner la relation entre le déficit budgétaire et l'inflation, à la fois dans les pays en développement et dans les pays développés. Cette section vise à mettre en évidence quelques techniques empiriques utilisées pour étudier cette relation.

Erkisi (2019) a étudié les relations entre le déficit budgétaire et l'inflation à court et à long terme pour le cas de la Turquie 1980-2018 qui a utilisé le modèle ARDL pour les six variables tels que le déflateur du PIB, le déficit budgétaire, M2, taux d'intérêt, taux de change réel et les crédits bancaires à l'Etat selon les résultats empiriques l'auteurs conclue une relation positive entre l'inflation et le déficit budgétaire à court et à long terme.

Bonza et Sharaf (2018) ont utilisé quatre variables en l'occurrence : le taux d'inflation variable dépendante mesurer par le déflateur du PIB, et trois variables indépendantes comprenant le déficit budgétaire mesurer par (déficit budgétaire / PIB) la mesure monétaire au sens M2 le NEER (Nominal Effectif Echange Rate) après avoir transformé les observations ont logarithme naturel (ln) pour réduire les fluctuations dans les séries, afin d'examiner la relation de déficit budgétaire et l'inflation à long et à court terme au Syrie de (1990-2010) ont utilisant un modèle vectoriel a correction d'erreur (VECM) ainsi que le teste de Johnson pour le teste de cointégration , les résultats suggèrent que déficit budgétaire détermine l'inflation à long terme.

Khan et Al (2020) cas Malaisie 2000-2018 ont utilisant le modèle ARDL avec les variables ; PIB nominal, IPC, stabilité politique, crédits bancaire, emprunts obligatoire, crédits extérieurs cette étude relève que le déficit budgétaire affecte la masse monétaire puis l'inflation et les ressources bancaires intérieur sont moins inflationnistes à long terme contrairement au financement externe. Les ressources bancaires sont inflationnistes à court terme.

Devapriya et Ichihashi (2012) Cas sri Lanka (1950-2010) a examiné les variables : taux d'inflation, déficit budgétaire, M2, taux d'intérêt, taux de change réel, crédits bancaires à l'Etat, emprunts extérieurs avec un modèle VAR, l'étude constate que le déficit budgétaire est inflationniste.

Conclusion

En conclusion, l'évolution de l'inflation dépend de plusieurs facteurs économiques, monétaires et sociaux. Elle est influencée par la demande et l'offre de biens et services et les fluctuations des prix des matières premières, comme le pétrole qui peut également avoir un impact sur l'inflation. Ainsi les causes de l'inflation sont multiples et elles sont étroitement

liées l'une à l'autre, pour comprendre les fluctuations des prix nécessite une analyse approfondie de ces différentes causes.

En réalité économique la revue théorique ne repose pas sur des bases solides, certains puissent considérer qu'une inflation plus élevée pourrait stimuler la demande et favorise la croissance, mais dans l'ensemble les politiciens économiques visent plutôt à maintenir une inflation modérée et stable afin de promouvoir la stabilité économique.

S'agissant des origines budgétaires de l'inflation, ces dernières sont complexes et multifactorielles. Les politiques budgétaires peuvent avoir un impact significatif sur l'inflation, en particulier lorsque des déficits budgétaires élevés sont financés par l'expansion monétaire excessive. Lorsque le gouvernement finance son déficit en créant de la monnaie, cela peut augmenter la masse monétaire en circulation, ce qui, s'il dépasse la croissance économique réelle, peut générer des pressions inflationnistes.

Cependant, les origines budgétaires de l'inflation ne se limitent pas à l'expansion monétaire. Les politiques fiscales, telles que l'augmentation des dépenses publiques ou la réduction des impôts, peuvent également influencer l'inflation en modifiant la demande agrégée dans l'économie. Des dépenses excessives ou mal ciblées peuvent conduire à une demande accrue, tandis que des politiques fiscales restrictives peuvent réduire la demande et potentiellement freiner l'inflation.

Il est essentiel de noter que les origines budgétaires de l'inflation doivent être considérées dans le contexte plus large de l'économie. Les politiques monétaires, les anticipations des acteurs économiques, les conditions économiques globales et d'autres facteurs jouent également un rôle clé dans la détermination de l'inflation. Les interactions complexes entre ces divers facteurs nécessitent une analyse approfondie pour comprendre pleinement leur impact sur l'inflation.

En conséquence, la gestion des finances publiques et l'établissement de politiques budgétaires appropriées sont cruciaux pour maintenir la stabilité des prix. Une coordination efficace entre les politiques monétaires et budgétaires est essentielle pour atténuer les pressions inflationnistes et promouvoir une croissance économique durable. En surveillant attentivement les origines budgétaires de l'inflation et en mettant en œuvre des politiques économiques adaptées, il est possible de maintenir un environnement économique stable et de prévenir les risques inflationnistes excessifs.

Un autre aspect important de ce chapitre consisté à mettre de la lumière sur la manière empirique dont cette question a été abordée dans la littérature, en puisant des idées tant des

variables impliquées ou des modèles et approches économétriques utilisées. La plupart des études publiées ont utilisées les modélisations ARDL, ECM et VECM, VAR pour déterminer la relation entre le déficit budgétaire et l'inflation.

CHAPITRE III

ANALYSE EMPIRIQUE « APPROCHE ARDL

CHAPITRE III

ANALYSE EMPIRIQUE « APPROCHE ARDL »

Après avoir réalisé une évaluation des différents composants budgétaires et de l'inflation dans les chapitres précédents, Dans ce chapitre nous allons effectuer une étude économétrique approfondie pour analyser la relation entre les différents composants budgétaires et l'inflation en Algérie pour la période allant de 1980 à 2020.

Nous partageons ce chapitre en trois sections, dans la première section nous présentons La méthodologie et spécification de modèle avec choix des variables et la technique d'estimation de modèle, pour la deuxième section, nous allons effectuer une analyse économétrique en utilisant le modèle ARDL. Et la troisième section sera consacrée sur la discussion des résultats.

L'objectif de ce chapitre est d'analyser les relations à long terme et à court terme entre les différentes composantes chiffrées et l'inflation en Algérie.

III.1 Méthodologie et spécification modèle

III.1.1 Choix des variables

Cette équation met en relation les variables clés qui gravitent autour du déficit budgétaire afin d'expliquer la dynamique d'inflation. Ainsi, l'équation du modèle sera sous cette forme :

$$\mathbf{inf}_t = \mathbf{c}_0 + \mathbf{c}_1 \mathbf{sb}_t + \mathbf{c}_2 \mathbf{rb}_t + \mathbf{c}_3 \mathbf{dfc}_t + \mathbf{c}_4 \mathbf{deq}_t + \mathbf{c}_5 \mathbf{tx}_t + \varphi_t$$

Avec :

- **inf** : le taux d'inflation calculé à partir de la variation de l'IPC base (2001)
- **sb** : solde budgétaire en milliards de dinars.
Données tirées de l'ONS et de la DGT.
Le signe de corrélation attendu est à déterminer
- **rb** : Recettes budgétaire en milliards de dinars.
Données tirées de l'ONS et de la DGT.
Le signe de corrélation attendu est à déterminer
- **deq** : Dépenses d'équipement en milliards de dinars.
Données tirées de l'ONS et de la DGT.

Le signe de corrélation attendu est négatif

- **dfc** : Dépenses de fonctionnement en milliards de dinars.

Données tirées de l'ONS et de la DGT.

Le signe de corrélation attendu est positif

- **tx** : le taux de change nominal « usd/dzd »

Les données sont tirées des rapports de l'ONS et de la BA.

Le signe de corrélation attendu est positif

III.1.2 Le choix de la technique d'estimation

Pour estimer les équations choisies, nous utilisons une nouvelle technique de cointégration proposée par Pesaran et al. (2001), à savoir Autorégressive Distributed Lag (ARDL), pour surmonter les limites relatives aux méthodes de cointégration conventionnelles (Engle et Granger, 1987 et Johansen, 1991). L'avantage de la méthode ARDL, contrairement à ces dernières, peut se situer à deux niveaux. D'une part, elle peut s'appliquer à n'importe quel degré d'intégration des variables utilisées : purement I (0), purement I (1) ou mixte. D'autre part, il a des propriétés statistiques supérieures pour des petits échantillons. La méthode ARDL est relativement plus efficace pour des petits échantillons, comme c'est le cas pour la plupart des études empiriques des pays en développement. En effet, le test ARDL ne nécessite pas que les variables du modèle soient purement I(0) ou I(1). C'est également une technique qui offre la possibilité de traiter conjointement la dynamique de long terme et les ajustements de court terme.

Selon cette technique, le système d'équations peut s'écrire comme suit :

$$\begin{aligned} \Delta inf_t = a_0 &+ \sum_{i=1}^p a_{1i} inf_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{2i} \Delta sb_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{3i} \Delta rb_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{4i} \Delta dfc_{t-i} \\ &+ \sum_{i=0}^q a_{5i} \Delta deq_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{6i} \Delta tx_{t-i} + \lambda_1 sb_{t-1} + \lambda_2 rb_{t-1} + \lambda_3 dfc_{t-1} \\ &+ \lambda_4 deq_{t-1} + \lambda_5 tx_{t-1} \mu_t \dots \dots \dots () \end{aligned}$$

Avec:

- Δ : opérateur de différence première
- a_0, \dots : Constantes
- $a_{1i}, a_{2i}, a_{3i}, a_{4i}, a_{5i}, a_{6i}, \dots$ Paramètres de courts termes

- $\lambda_1, \lambda_2, \lambda_3, \lambda_4, \lambda_5$: Dynamique de long terme des modèles
- μ_t : terme d'erreur (bruits blancs).

III.2 Résultats du modèle

III.2.1 Analyse de la stationnarité des séries

III.2.1.1 Détermination de nombre de retards

La détermination de nombre de retards est basée sur la minimisation de critère d'information d'Akaike (AIC) et Schwartz (SC). On donne des valeurs le nombre de retards (P) de 1 à 4. Les valeurs des critères d'Akaike et Schwartz sont fournies par le logiciel Eviews et sont illustrés dans le tableau suivant :

Tableau N°05 : Détermination de nombre de retards

Variables	Critère	1	2	3	4	P
Deq	AIC	13,57	13,54	13,61	13,61	P=1
	SC	13,70	13,71	13,83	13,94	
Dfc	AIC	15,72	15,73	15,81	15,84	P=1
	SC	15,84	15,90	16,05	16,11	
Inf	AIC	-3,19	-2,20	-3,13	-3,071	P=1
	SC	-3,06	-3,02	-2,91	-2,80	
Rb	AIC	16,04	15,99	16,04	16,11	P=1
	SC	16,17	16,17	16,28	16,20	
Sb	AIC	15,60	15,67	15,75	15,82	P=1
	SC	15,73	15,84	15,96	16,08	
Tx	AIC	6,08	6,15	6,12	6,20	P=1
	SC	6,21	6,33	6,34	6,46	

Sources : Résultats obtenus avec Eviews 12

III.2.1.2 Test « ADF » de la stationnarité des séries

On effectue des tests de racine unitaire pour les variables à l'aide du test ADF, pour étudier la stationnarité des variables en leur degré d'intégration. Pour ce faire, il est primordial de sélectionner le nombre de retards de chaque variable du modèle afin d'avoir des résidus blancs. Autrement dit, déterminer le nombre maximal de retards d'influence des variables explicatives sur la variable à expliquer (Zidelkhal, 2021).

Les résultats des tests de stationnarité « ADF » sur les séries du modèle sont illustrés dans le tableau suivant :

TABLEAU N°06 :

TEST « ADF » DE STATIONNARITÉ DES SÉRIES

Variables	Lag	Model 3		Model 2		Model 1		1ere Différence		
		T-trend	Tc	T-cons	Tc	ADF	Tc	ADF	Tc	
Inf	1	-1.28	2.79	1.16	2.54	-1.39	-1.94	-5.88	-1.94	I(1)
Sb	1	-2.45	2.79	-1.28	2.54	-0.90	-1.94	-7.38	-1.94	I(1)
Rb	1	2.73	2.79	1.43	2.54	1.32	-1.94	-3.58	-1.94	I(1)
Dfc	1	1.04	2.79	1.43	2.54	1.81	-1.95	-2.87	-1.95	I(1)
Deq	1	2.21	2.79	1.23	2.54	2.24	-1.94	-5.12	-1.94	I(1)
Tx	1	2.04	2.97	1.34	2.54	1.91	-1.94	-2.63	-1.94	I(1)

Sources : Résultats obtenus avec Eviews 12

Pour la série « Inf », après avoir calculé son retard qui est égal à 1, on a procédé à l'analyse de sa stationnarité.

On commence l'analyse sur le modèle 3 qui dispose d'une constance et d'une tendance afin de vérifier l'existence de cette dernière. Le T calculé de la tendance en valeur absolue est de 1.28. Cette statistique est inférieure à 2.79. Cela dit, la tendance n'est pas significative. On passe ainsi au modèle 2 avec constante. La statistique de la constante est de 1.16 « inférieure à 2.54 ». Ainsi, nous déduisons que le modèle ne dispose pas de constante après avoir démontré qu'il ne dispose pas aussi de tendance. On passe ainsi au modèle 1 « sans tendance ni constante ». La valeur critique à 5 % doit être supérieure à la valeur de la statistique ADF pour qu'on puisse dire que cette variable est stationnaire en niveau. L'examen de statistique à 5% « -1.94 » démontre que la série n'est pas stationnaire en niveau puisque « -1,94 est inférieur à la statistique ADF de -1.39. Ainsi, il faut différencier la série pour rendre stationnaires. Le premier filtre permet de stationnarité la série puisque la statistique au seuil critique de 5% « -1,94 » est supérieure à la statistique « ADF » de -5,88.

La même méthode est utilisée pour le reste des variables et les résultats sont comme suit :

- Les séries : sont stationnaires en première différence
- La série est stationnaire en niveau.

III.2.2 Test de cointégration de pesaran et al. (2001) :

Il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran :

- Déterminer le décalage optimal avant tout (AIC) ;
- Recourir au test de Fisher pour tester la cointégration entre séries.

III.2.2.1 Décalage optimal et estimation du modèle ARDL

Nous allons nous servir du critère d'information d'Akaike (AIC) pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec moins de paramètres. Ci-dessous les résultats d'estimation du modèle ARDL optimal retenu :

TABLEAU N°07 :
OUTPUTDU MODÈLE ARDL (2.4.4.2.4.4)

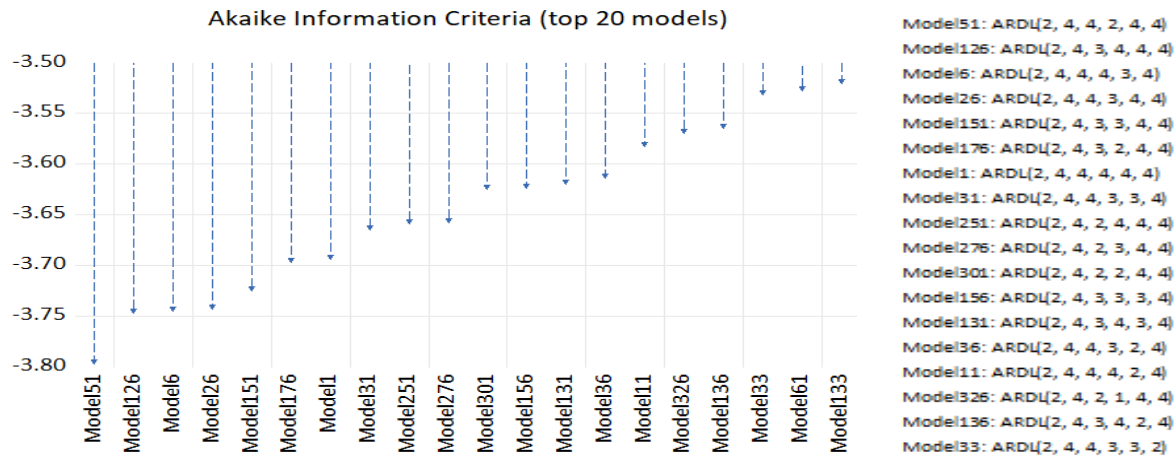
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
INF(-1)	0.974845	0.220313	4.424811	0.0010
INF(-2)	-0.524473	0.238597	-2.198155	0.0502
SB	3.64E-05	2.21E-05	1.644291	0.1284
SB(-1)	8.24E-05	3.09E-05	2.666627	0.0219
SB(-2)	1.39E-05	2.88E-05	0.482161	0.6391
SB(-3)	5.45E-06	2.89E-05	0.188760	0.8537
SB(-4)	0.000158	3.45E-05	4.578446	0.0008
RB	-0.000159	0.000188	-0.848398	0.4143
RB(-1)	0.000101	0.000242	0.419465	0.6830
RB(-2)	0.000464	0.000170	2.720837	0.0199
RB(-3)	0.000438	0.000261	1.682267	0.1207
RB(-4)	-0.000205	0.000152	-1.353018	0.2032
DFC	0.000238	0.000227	1.047787	0.3172
DFC(-1)	-0.000201	0.000296	-0.676898	0.5125
DFC(-2)	-0.000664	0.000297	-2.236629	0.0470
DEQ	0.000174	0.000172	1.015860	0.3315
DEQ(-1)	0.000132	0.000310	0.425742	0.6785
DEQ(-2)	-0.000526	0.000188	-2.792721	0.0175
DEQ(-3)	-0.000786	0.000512	-1.534846	0.1531
DEQ(-4)	0.000729	0.000335	2.174534	0.0524
TX	-0.007797	0.004789	-1.628135	0.1318
TX(-1)	0.017774	0.008338	2.131682	0.0564
TX(-2)	-0.014451	0.006853	-2.108759	0.0587
TX(-3)	0.009507	0.005275	1.802271	0.0989
TX(-4)	-0.007817	0.003059	-2.555381	0.0267
C	0.054368	0.021454	2.534195	0.0278
R-squared	0.955072	Mean dependent var		0.086906
Adjusted R-squared	0.852962	S.D. dependent var		0.085936
S.E. of regression	0.032953	Akaike info criterion		-3.795104
Sum squared resid	0.011945	Schwarz criterion		-2.663107
Log likelihood	96.20942	Hannan-Quinn criter.		-3.396022
F-statistic	9.353414	Durbin-Watson stat		2.858426
Prob(F-statistic)	0.000225			

Sources : Résultats obtenus avec Eviews 12

Comme on peut voir dans la figure ci-dessous, le modèle ARDL (2.4.4.2.4.4) est le plus optimal parmi les 20 autres présentés, car il offre la plus petite valeur d'AIC.

FIGURE N°09 :

CRITÈRE D'INFORMATION D'AKAIKE



Sources : Résultats obtenus avec Eviews 12

III.2.2.2 Test de cointégration aux bornes

Suivant la procédure automatique sur Eviews 12, le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) exige que le modèle ARDL soit estimé au préalable. La statistique du test calculée, soit la valeur F de Fisher, sera comparée aux valeurs critiques (qui forment des bornes) comme suit :

- Statistique de Fischer > borne supérieure : Cointégration existe
- Statistique de Fischer < borne inférieure : Cointégration n'existe pas
- Si borne inférieure < Statistique de Fisher < bornesupérieure : Pas de conclusion

Les résultats de cointégration du modèle ARDL (2.4.4.2.4.4) sont illustrés dans le tableau suivant :

TABLEAU N°08

COINTÉGRATION DE PESARAN ET AL (2001)

Test statistic	Value	Critical Value	Significativité	
			I(0)	I(1)
F-statistic	4.347846	10%	2,08	3,00
K	5	5%	2,39	3,38
		2,50%	2,70	3,73
		1%	3,06	4,15

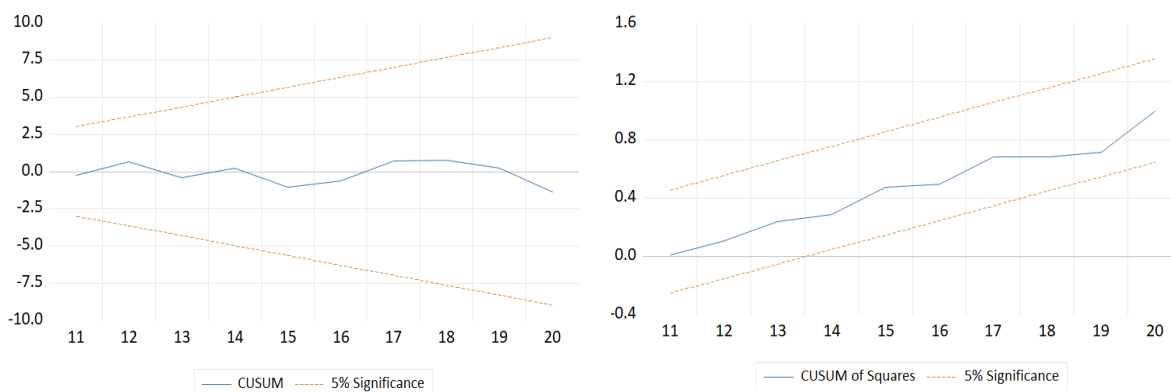
Sources : Résultats obtenus avec Eviews 12

Ce test fait référence aux valeurs critiques asymptotiques énoncées par Narayan P.K (2005). Les résultats de la procédure « Bound test » ci-dessus montrent que la statistique de Fisher ($F = 4.347846$) est supérieure à la borne supérieure pour les différents seuils de significativité « 1 %, 4,15 », « 2.5 %, 3,73 », « 5 %, 3,38 » et « 10 %, 3,00 ». Ainsi, nous rejetons l'hypothèse H_0 d'absence de relation de long terme et nous concluons par l'existence d'une relation de long terme entre les différentes variables.

III.2.3 Tests de stabilité et de validation du modèle :

Le test de stabilité de CUSUM, qui est fondé sur la dynamique de l'erreur de prévision, permet de détecter les instabilités structurelles des équations de régression au cours du temps c'est-à-dire d'étudier la stabilité du modèle. En fait, l'idée générale de ce test est d'étudier l'évolution au cours du temps de l'erreur de prévision normalisée, et on appelle résidu récursif cette succession d'erreur de prévision calculée en $t-1$ et. La relation de long terme entre l'inflation et les autres variables explicatives du modèle estimé ne présente pas de caractéristiques d'instabilité selon le test CUSUM-carré (Figure n°09).

FIGURE N° 10 :
TEST DU CUSUM ET DU CUSUM OF SQUARES



Source : Résultats obtenus avec Eviews 12

Le test CUSUM indique que la courbe de la somme des résidus demeure entre les lignes critiques à 5 %, ce que signifie la stabilité des coefficients du modèle.

Les résultats affichés (tableau n°09) indiquent que la probabilité associée à chaque test est largement supérieure au seuil de 5 %, ce que nous conduit à accepter l'hypothèse nulle : d'absence d'autocorrélation des erreurs, d'homoscédasticité.

TABLEAU N°09 :

RÉSULTATS DES TESTS DIAGNOSTIQUES DU MODÈLE ARDL

Tests statistic	Tests	P-value
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	0,06 > 0,05
Hétéroskedasticity	Breusch-Pagan-Godfrey	0.5651 > 0,05
Normalité des résidus	Jarque-Bera	1.5177 > 0,05

Source : Résultats obtenus avec Eviews 12

On remarque que pour tous ces tests, l'hypothèse nulle est acceptée. Sur le plan statistique, notre modèle ARDL (2.4.4.2.4.4) estimé est globalement bon et les variables expliquent 95.50% la dynamique de l'inflation en Algérie entre de 1980 à 2020.

III.2.4 Analyse des relations de court terme

Le tableau n°10, ci-dessous, montre que le coefficient d'ajustement ou force de rappel « - 0.5496 » est statistiquement significatif « Prob = 0.0000 < 0.05 », il est négatif et est compris entre 0 et 1 en valeur absolue, ce qui garantit un mécanisme de correction d'erreur, et donc l'existence d'une relation de long terme (cointégration) entre les variables.

TABLEAU N°10 :

RÉSULTATS D'ESTIMATION DES COEFFICIENTS DE COURT TERME

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
ECM Régression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
D(INF(-1))	0.524473	0.151380	3.464605	0.0053
D(SB)	3.64E-05	1.36E-05	2.672205	0.0217
D(SB(-1))	-0.000177	3.28E-05	-5.398593	0.0002
D(SB(-2))	-0.000163	3.39E-05	-4.827576	0.0005
D(SB(-3))	-0.000158	2.61E-05	-6.055558	0.0001
D(RB)	-0.000159	6.21E-05	-2.561503	0.0264
D(RB(-1))	-0.000697	0.000126	-5.519281	0.0002
D(RB(-2))	-0.000233	6.26E-05	-3.722960	0.0034

D(RB(-3))	0.000205	5.99E-05	3.427948	0.0056
D(DFC)	0.000238	7.81E-05	3.049333	0.0111
D(DFC(-1))	0.000664	0.000127	5.241884	0.0003
D(DEQ)	0.000174	7.04E-05	2.476732	0.0308
D(DEQ(-1))	0.000583	0.000128	4.545851	0.0008
D(DEQ(-2))	5.68E-05	8.58E-05	0.662469	0.5213
D(DEQ(-3))	-0.000729	0.000148	-4.935392	0.0004
D(TX)	0.007797	0.002485	-3.137501	0.0095
D(TX(-1))	0.012761	0.002528	5.047712	0.0004
CointEq(-1)*	-0.549628	0.083058	-6.617426	0.0000
<hr/>				
R-squared	0.856277	Mean dependent var	-0.001100	
Adjusted R-squared	0.695645	S.D. dependent var	0.048048	
S.E. of regression	0.026507	Akaike info criterion	-4.119428	
Sum squared resid	0.011945	Schwarz criterion	-3.248662	
Log likelihood	96.20942	Hannan-Quinn criter.	-3.812442	
Durbin-Watson stat	2.858426			

Source : Résultats obtenus avec Eviews 12

Les résultats du tableau des coefficients de cours terme, ci-dessus démontre ce qui suit :

- Le solde budgétaire après une année est statistiquement significatif à 5% et entretient une corrélation négative avec l'inflation. Cela dit, quand le résultat obtenu est déficit cela peut être un biais inflationniste. Cela pourra répondre à notre problématique de recherche en l'occurrence l'implication inflationniste des déficits. A court terme, les déficits semblent être inflationnistes. On pourrait l'expliquer par le fait que les déficits générés par des dépenses de fonctionnement excessives ou par une monétisation de la dette de l'Etat par la banque centrale augmente la base monétaire et ainsi par un effet multiplicateur augmentent aussi la masse monétaire en circulation qui par une approche monétariste augmente l'inflation. En outre, si les dépenses de fonctionnement augmentent, cela pourrait augmenter la tension sur la demande ce qui accroît le niveau général des prix.
- Les recettes budgétaires sont statistiquement significatives à 5% et entretient une corrélation négative avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par la pression fiscale assez modeste en Algérie. Cela permet un niveau de taxation moyen et une marge de manœuvre pour les entreprises algériennes qui ne répercute pas cela sur leurs prix. Une autre analyse pourrait prendre place c'est celle de la pression fiscale sur les ménages en termes de TVA et d'IRG ce qui affaibli leur pouvoir d'achat et

consomment de moins en moins pour équilibrer les tensions sur le marché des biens et services et stabilise l'inflation. Quant au financement par la banque centrale, on pourrait imaginer des instruments de stérilisation de la masse monétaire en circulation comme celui de reprise de liquidité adopté par la banque centrale juste après le financement non conventionnel d'octobre 2017, ramenant l'inflation entre 2 et 3.

- Les dépenses de fonctionnement sont statistiquement significatives à 5% et entretient une corrélation positive avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par le pouvoir d'achat mis à disposition des ménages et entreprises qui augmente leur consommation ainsi des tensions sur la demande. Nous connaissons tous la politique de l'Algérie en termes de distribution et de transferts sociaux qui s'inscrivent dans le cadre d'une dépense budgétaire assez conséquente.
- Les dépenses d'équipement sont statistiquement significatives à 5% et entretient une corrélation positive avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par le fait que les intrants dans le processus d'investissement en termes de matières première et d'équipement sont importés. Avec un taux de change en augmentation cela augmente le cout de production ainsi le cout de vente et les prix augmentes. Une deuxième explication pourrait être donnée c'est celle de l'inefficacité de ce genre de dépense créer des bien et services car ils sont faits en clair dans le bâtiment et les infrastructures de base non créatrices de richesse qui peuvent alléger la tension sur la demande et faire baisser le prix.
- Le taux de change est statistiquement significatif à 5% et entretient une corrélation positive avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par l'enchérissement des importations avec un taux de change en augmentation. Plusieurs études démontrent que l'inflation algérienne est une inflation importée. Le taux de change quand il augmente, il augmente le prix des biens importés en monnaie domestique ce qui induit une augmentation générale des prix.

III.2.5 Analyse des relations de long terme

Le tableau, ci-dessous, nous fournit les coefficients ou élasticités de long terme estimées.

TABLEAU N°11 :

RÉSULTATS D'ESTIMATION DES COEFFICIENTS DE LONG TERME

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB	0.000539	0.000188	2.872605	0.0152
RB	-0.001163	0.000596	1.949261	0.0772
DFC	-0.001140	0.000597	-1.908154	0.0828
DEQ	-0.000504	0.000489	-1.029519	0.3253
TX	0.005065	0.001825	-2.775863	0.0180
C	0.098918	0.028365	3.487310	0.0051

$$EC = INF - (0.0005*SB + 0.0012*RB - 0.0011*DFC - 0.0005*DEQ - 0.0051*TX + 0.0989)$$

Source : Résultats obtenus avec Eviews 12

Les résultats du tableau des coefficients de long terme, ci-dessus démontre ce qui suit :

- Le solde budgétaire après une année est statistiquement significatif à 5% et entretient une corrélation négative avec l'inflation. Cela dit, quand le résultat obtenu est déficit cela peut être un biais inflationniste. Cela pourra répondre à notre problématique de recherche en l'occurrence l'implication inflationniste des déficits. A court terme, les déficits semblent être inflationnistes. On pourrait l'expliquer par le fait que les déficits générés par des dépenses de fonctionnement excessives ou par une monétisation de la dette de l'Etat par la banque centrale augmente la base monétaire et ainsi par un effet multiplicateur augmentent aussi la masse monétaire en circulation qui par une approche monétariste augmente l'inflation. En outre, si les dépenses de fonctionnement augmentent, cela pourrait augmenter la tension sur la demande ce qui accroît le niveau général des prix.
- Les recettes budgétaires sont statistiquement significatives à 5% et entretient une corrélation négative avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par la pression fiscale assez modeste en Algérie. Cela permet un niveau de taxation moyen et une marge de manœuvre pour les entreprises algériennes qui ne répercute pas cela sur leurs prix. Une autre analyse pourrait prendre place c'est celle de la pression fiscale sur les ménages en termes de TVA et d'IRG ce qui affaibli leur pouvoir d'achat et consomment de moins en moins pour équilibrer les tensions sur le marché des biens et services et stabilise l'inflation. Quant au financement par la banque centrale, on

pourrait imaginer des instruments de stérilisation de la masse monétaire en circulation comme celui de reprise de liquidité adopté par la banque centrale juste après le financement non conventionnel d'octobre 2017, ramenant l'inflation entre 2 et 3.

- Les dépenses de fonctionnement sont statistiquement significatives à 5% et entretiennent une corrélation positive avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par le pouvoir d'achat mis à disposition des ménages et entreprises qui augmente leur consommation ainsi des tensions sur la demande. Nous connaissons tous la politique de l'Algérie en termes de distribution et de transferts sociaux qui s'inscrivent dans le cadre d'une dépense budgétaire assez conséquente.
- Les dépenses d'équipement ne sont pas statistiquement significatives à 5% à long terme mais entretiennent une corrélation négative avec l'inflation. Cela dit, ces dépenses n'ont pas d'impact à long terme sur l'inflation puisque si on se réfère aux explications de court terme, ces investissements sont faits sur des projets d'infrastructures non créatrices de richesse de manière directe.
- Le taux de change est statistiquement significatif à 5% et entretient une corrélation positive avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par l'enchérissement des importations avec un taux de change en augmentation. Plusieurs études démontrent que l'inflation algérienne est une inflation importée. Le taux de change quand il augmente, il augmente le prix des biens importés en monnaie domestique ce qui induit une augmentation générale des prix.

Conclusion

Dans cette étude empirique, nous avons examiné la relation entre le déficit budgétaire et l'inflation en Algérie. Nous avons utilisé le modèle ARDL (Auto régressive Distributed Lag) pour estimer cette relation, en considérant l'inflation comme une variable endogène et les dépenses d'équipement, les dépenses de fonctionnement, les recettes budgétaires, le solde budgétaire et le taux de change comme des variables exogènes. Les estimations sont tirées des données de l'économie algérienne sur une période allant de 1980 à 2020.

Notre analyse a débuté par l'étude de choix des variables et choix du modèle, puis nous avons utilisé le test de la racine unitaire (ADF) sur les séries chronologiques des variables. Les résultats ont montré que toutes les variables sont stationnaires en première différenciation I (1), ce qui nous a permis d'estimer un modèle ARDL, passant par le test du Bounds-test.

D'après les résultats, nous avons constaté que le coefficient de détermination R^2 est élevé (95.50%), donc le modèle est globalement bon.

Le test de CUSUM basé sur les résidus récurrents révèle que le modèle est relativement stable au cours du temps. Les résultats d'estimation de la relation de court et long terme ont révélé qu'il existe une relation positive à long terme entre l'inflation et les déficits budgétaires, les dépenses de fonctionnement, taux de change. Ainsi, une relation négative entre inflation et les recettes budgétaires.

L'analyse des coefficients révèle ce qui suit : Premièrement, à court à long terme, le solde budgétaire après une année est statistiquement significatif à 5% et entretient une corrélation négative avec l'inflation. Cela dit, quand le résultat obtenu est un déficit cela peut être un biais inflationniste. Cela pourra répondre à notre problématique de recherche en l'occurrence l'implication inflationniste des déficits.

Deuxièmement, les recettes budgétaires entretiennent, à court comme à long terme, une corrélation négative avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par la pression fiscale assez modeste en Algérie. Cela permet un niveau de taxation moyen et une marge de manœuvre pour les entreprises algériennes qui ne répercute pas cela sur leurs prix.

Les dépenses de fonctionnement, quant à elles entretiennent une corrélation positive avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par le pouvoir d'achat mis à disposition des ménages et entreprises qui augmente leur consommation ainsi des tensions sur la demande. Nous connaissons tous la politique de l'Algérie en termes de distribution et de transferts sociaux qui s'inscrivent dans le cadre d'une dépense budgétaire assez conséquente.

Les dépenses d'équipement ne sont significatives qu'à court terme avec un effet inverse car au lieu qu'elle fasse baisser les prix, elles contribuent à les augmenter.

Enfin, le taux de change, celui-ci entretient une corrélation positive, à court comme à long terme, avec l'inflation. Cela pourrait être expliqué par l'enchérissement des importations avec un taux de change en augmentation. Plusieurs études démontrent que l'inflation algérienne est une inflation importée. Le taux de change quand il augmente, il augmente le prix des biens importés en monnaie domestique ce qui induit une augmentation générale des prix.

CONCLUSION GÉNÉRALE

CONCLUSION GÉNÉRALE

Notre travail de recherche a été élaboré dans le but de déceler d'éventuelle implication inflationniste aux déficits budgétaires en Algérie de 1980 à 2020, les finances publiques en Algérie ont été influencées par différentes composantes budgétaires, mais ont été principalement caractérisées par une forte dépendance aux revenus pétroliers. Cela a entraîné une évolution préoccupante des déficits budgétaires, les dépenses publiques dépassant souvent les recettes. Cette vulnérabilité est attribuée à la volatilité des prix du pétrole et aux chocs économiques internationaux, ce qui a mis en danger la stabilité économique du pays et limité la capacité du gouvernement à financer des programmes sociaux et des projets de développement.

Cette étude met en évidence un certain nombre de résultats importants concernant l'implication des déficits budgétaires sur l'inflation en Algérie. À court terme, les déficits budgétaires ont été identifiés comme étant inflationnistes. Cela signifie que lorsque l'État enregistre un déficit budgétaire, cela peut entraîner une augmentation de l'inflation. Cette relation peut être expliquée par plusieurs mécanismes.

Tout d'abord, les déficits budgétaires peuvent être générés par des dépenses de fonctionnement excessives ou par une monétisation de la dette de l'État par la banque centrale. Ces facteurs augmentent la base monétaire et, par le biais de l'effet multiplicateur, peuvent également augmenter la masse monétaire en circulation. Selon l'approche monétariste, une augmentation de la masse monétaire peut conduire à une augmentation de l'inflation.

De plus, lorsque les dépenses de fonctionnement augmentent, cela peut créer une pression supplémentaire sur la demande dans l'économie. L'augmentation de la demande peut entraîner une hausse des prix des biens et services, contribuant ainsi à l'inflation.

Cependant, à long terme, les déficits budgétaires ne sont pas statistiquement significatifs en termes d'inflation. Cela suggère qu'à long terme, d'autres facteurs économiques et politiques peuvent jouer un rôle plus important dans la détermination du niveau d'inflation. Il est possible que des mesures correctives soient prises pour réduire les déficits et limiter leur impact sur l'inflation à long terme.

En ce qui concerne les recettes budgétaires, les résultats de l'étude indiquent un effet négatif sur l'inflation. Cela peut être expliqué par la pression fiscale relativement modérée en Algérie. Une pression fiscale plus élevée pourrait conduire à une augmentation des prix, car les entreprises répercutent cette augmentation sur leurs produits et services. Cependant, en Algérie, une pression fiscale modérée laisse une marge de manœuvre aux entreprises pour ne pas augmenter excessivement leurs prix, ce qui contribue à maintenir l'inflation à un niveau relativement bas.

Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement ont été identifiées comme ayant un effet positif sur l'inflation. Cela peut être attribué à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et des entreprises, ce qui stimule la demande de biens et services. Une demande accrue peut entraîner une augmentation des prix, contribuant ainsi à l'inflation.

Concernant les dépenses d'équipement, celles -ci ne sont significatives qu'à court terme et génère un effet inverse que celui attendu sur l'inflation. Cela peut être expliqué par le coût des intrants qui augmente le prix des produits finis. À long terme, ces dépenses sont assimilées à des fonds perdus.

Enfin, le taux de change a également été identifié comme ayant un effet positif sur l'inflation. Lorsque le taux de change augmente, le coût des importations augmente également. Cela peut se traduire par une augmentation des prix des biens importés en monnaie domestique, ce qui contribue à une augmentation générale des prix et donc à l'inflation.

Ces résultats soulignent l'importance de prendre en compte ces différents facteurs dans la gestion des finances publiques. Il est crucial de mettre en place des politiques budgétaires et monétaires appropriées pour maintenir la stabilité des prix et favoriser la croissance économique. Cela pourrait impliquer des mesures telles que le recours à des politiques fiscales équilibrées, visant à maintenir une pression fiscale raisonnable tout en générant des recettes suffisantes pour financer les dépenses publiques. Il est également important de contrôler les dépenses de fonctionnement afin d'éviter une pression excessive sur la demande et une augmentation des prix. Des mécanismes de surveillance et de contrôle doivent être mis en place pour s'assurer que les dépenses sont efficaces et qu'elles contribuent réellement au développement économique.

En ce qui concerne le taux de change, il est crucial de gérer judicieusement les fluctuations et les ajustements afin d'éviter des impacts inflationnistes. Les autorités monétaires peuvent adopter des politiques de stérilisation de la masse monétaire en circulation, comme la reprise

de liquidité, pour contrôler les effets inflationnistes résultant des variations du taux de change. Ces politiques peuvent aider à maintenir la stabilité des prix tout en favorisant un environnement économique favorable à la croissance et à l'investissement.

Les résultats de cette étude mettent en évidence l'implication de différentes composantes budgétaires sur l'inflation en Algérie. Les déficits budgétaires à court terme semblent être inflationnistes, en raison notamment des dépenses de fonctionnement excessives et de la monétisation de la dette. **Cela répond à notre problématique** de recherche et **permet d'affirmer l'hypothèse première** qui stipule que les déficits sont inflationnistes par les dépenses budgétaires.

Même chose pour la deuxième hypothèse. Along comme à court terme, les recettes budgétaires sont négativement corrélées avec l'inflation ce qui **permet d'affirmer la deuxième hypothèse**. Car lorsque la recette baisse le taux de change augmente pour augmenter les recettes pétrolières en dinar ce qui augmente la masse monétaire et ainsi l'inflation.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

Livres et ouvrages

- ❖ Arnaud Diemer « inflation ».
- ❖ Capitalisme et liberté, Milton Friedman, Editions Robert Laffont, 1971(1962)
- ❖ Jean Magnan de Bornier « monnaie et inflation »
- ❖ La liberté du choix, Friedman, Editions Belfond, 1980
- ❖ TD Monnaie, banque et finance (2016, P : 71-89)

Mémoires et thèses

- ❖ ADJOU Idris, ALI marina Saïd ,2018 « Etude économétrique de la relation inflation chômage en Algérie 1980 à 2016 »
- ❖ ARISON Martin 2013-2014, « les impacts de l'inflation sur la croissance économique ».
- ❖ Chetioui Ferial, Tagherbit Souad, 2020 L'impact de la politique budgétaire sur l'inflation en Algérie « Constate 1969-2017 ».
- ❖ HALIM Zidelkhalil 2021 « Les implications des déficits budgétaires et du seignuriage dans le processus d'inflation cas de l'Algérie entre 1980 et 2018 ».
- ❖ Ouali Nabila & Sayah Tassousna, 2017« L'impact des recettes fiscales sur la croissance économique en Algérie : étude économétrique 1985 – 2015 »
- ❖ Rebai Soraya et Amour Souad, 2016 « L'impact de l'augmentation des salaires sur l'inflation en Algérie 1980-2014 ».
- ❖ ZAIDI Saloua, ZIANI Hayat, 2015 « Essai de modélisation des causes de l'inflation en Algérie de 1970-2013 Approche économique ».

Articles de revues

- ❖ Finances Publiques, Rétrospective Statistiques 1962 – 2020.
- ❖ Jubin.P et A. Boccon Gibod .1965. « L'inflation des coûts ».
- ❖ Rachid TOUMACHE, ENSSEA Kola juin 2021P ; 110), « Evolution de la politique budgétaire et son impact sur la croissance économique en Algérie (1963-2014) ».
- ❖ Revue Algérienne d'Economie et gestion vol.15, N° : 01 (2021) « impact de déficit budgétaire sur la croissance économique en Algérie ».

Rapports

- ❖ Rapport de la banque d'Algérie 2002, évolution économique et monétaire en Algérie.
- ❖ Rapport de la Banque d'Algérie 2006, Evolution économique et monétaire en Algérie.
- ❖ Rapport de la banque d'Algérie 2012, Evaluation économique et monétaire en Algérie.
- ❖ Rapport de la banque d'Algérie 2014, Evaluation économique et monétaire en Algérie.
- ❖ Rapport de la banque d'Algérie 2020, Evaluation économique et monétaire en Algérie.

Webographie

- ❖ <https://www.banquemondiale.com>
- ❖ <https://www.mf.gov.dz>
- ❖ www.bank-of-algerie.dz
- ❖ www.lmibert.algerie.com
- ❖ www.ons.dz

ANNEXE

ANNEXES

Annexe n°01 : Détail des recettes budgétaire de l'Algérie entre 1980 et 2000

Années	Recettes budgétaires (mds DZD)	Fiscalité pétroliers (mds DZD)	Fiscalité ordinaires (mds DZD)
1980	59,594	37,658	20,362
1981	79,384	50,954	25,760
1982	74,246	41,458	27,990
1983	80,644	37,711	37,454
1984	101,365	43,841	46,968
1985	105,85	46,786	46,991
1986	89,69	21,439	52,656
1987	92,984	20,479	58,215
1988	93,5	24,1	58,100
1989	116,4	45,5	64,500
1990	152,5	76,2	71,100
1991	248,9	161,5	82700
1992	311,864	193,8	108,864
1993	313,949	179,218	121,469
1994	477,181	222,176	176,174
1995	611,731	336,148	241,992
1996	825,157	495,997	290,603
1997	926,668	564,765	314,013
1998	774,511	378,556	329,828
1999	950,496	560,121	314,767
2000	1 578,161	1 173,237	349,502

Source : à partir des données de la banque d'Algérie et L'ONS

Annexe n° 02 : Détail des recettes budgétaire de l'Algérie entre 2001 et 2020

Années	Recettes budgétaires (mds DZD)	Fiscalité pétroliers (mds DZD)	Fiscalité ordinaires (mds DZD)
2001	1 505,526	956,389	398,238
2002	1 603,188	942,904	482,896
2003	1 974,466	1 284,975	524,925
2004	2 229,899	1 485,699	580,411
2005	3 082,828	2 267,836	640,472
2006	3 639,925	2 714,00	720,884
2007	3 687,900	2 711,85	766,750
2008	2 902,448	1 715,4	965,289
2009	3 275,362	1 927	1 146,612
2010	3 074,644	1 501,7	1 297,944
2011	3 489,81	1 529,4	1 448,898
2012	3 804,030	1 519,04	1 908,576
2013	3 895,315	1 615,9	2 031,019
2014	3 927,748	1 577,73	2 091,456
2015	4 552,542	1 722,94	2 354,648
2016	5 011,581	1 682,55	2 472,208
2017	6 047,885	2 126,987	2 630,003
2018	6 389,469	2 349,694	2 711,762
2019	6 601,576	2 518,488	2 843,465
2020	5 114,087	1 394,71	2 625,168

Source : à partir des données de la banque d'Algérie et L'ONS

Annexe n°03 : Total des dépenses budgétaires entre 1980 et 2000

Années	Dépense de fonctionnements (mds DZD)	Dépenses d'équipements (mds DZD)	Total des dépenses budgétaire (mds DZD)
1980	26,789	17,227	44,016
1981	34,205	23,450	57,655
1982	37,996	34,449	72,445
1983	44,391	40,434	84,825
1984	50,272	41,326	91,598
1985	54,660	45,181	99,841
1986	61,154	40,663	101,817
1987	63,761	40,216	103,977
1988	76,200	43,500	119,700
1989	80,200	44,300	124,500
1990	88,800	47,700	136,500
1991	153,8	58,300	212,1
1992	276,131	144	420,131
1993	291,417	185,210	476,627
1994	330,403	235,926	566,329
1995	473,694	285,923	759,617
1996	550,596	174,013	724,609
1997	643,555	201,641	845,196
1998	663,855	211,884	875,739
1999	774,695	186,987	961,682
2000	856,193	321,926	1178,122

Source : à partir des données de la banque d'Algérie et L'ONS

Annexe n°04 : Total des dépenses budgétaires entre 2001 et 2020

Années	Dépense de fonctionnements (mds DZD)	Dépenses d'équipements (mds DZD)	Total des dépenses budgétaires (mds DZD)
2001	963,633	357,395	1 321,028
2002	1 097,716	452,930	1 550,646
2003	1 122,761	516,504	1 639,265
2004	1 250,894	638,036	1 888,930
2005	1 245,132	806,905	2 052,037
2006	1 437,870	1 015,144	2 453,014
2007	1 674,031	1 434,638	3 108,669
2008	2 217,775	1 973,278	4 191,053
2009	2 300,023	1 946,311	4 246,334
2010	2 659,078	1 807,862	4 466,940
2011	3 879,206	1 974,363	5 853,569
2012	4 782,634	2 275,539	7 058,173
2013	4 131,536	1 892,595	6 024,131
2014	4 494,327	2 501,442	6 995,769
2015	4 617,009	3 039,322	7 656,331
2016	4 585,564	2 711,930	7 279,494
2017	4 677,182	2 605,448	7 282,630
2018	4 813,683	2 918,387	7 732,070
2019	4 895,236	2 846,109	7 741,345
2020	5 009,346	1 893,541	6 902,887

Source : à partir des données de la banque d'Algérie et L'ONS

Annexe n°05 : Evolution du déficit budgétaire algérien entre 1980 et 1999

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Soldes budgétaires (Mds DZD)	15,578	21,73	1,801	-4,181	9,767	6,009	-12,13	-10,99	-26,2	-8,1
Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Soldes budgétaire (mds DZD)	16	36,8	-108,27	-162,68	-89,15	-147,89	100,55	81,47	-101,23	-11,19

Source : auteurs, à partir des données de L'ONS.

Annexe n°06 : La part de la fiscalité pétrolière dans les recettes budgétaires totales entre 1980 et 2020

Années	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
La fiscalité pétrolière%	46,02	31,99	22,92	23,28	39,06	57,93	64,21	57,69	46,78	51,32
Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
La fiscalité pétrolière%	54,74	57,52	52,15	51,22	60,47	59,9	61,71	54,8	53,67	54,48
Années	2006	2007	2008	2009	2010					
Fiscalité pétrolière%	52,15	60,47	59,90	62,83	57,60					

Source : ministère des finances, DGB

Annexe n°07 : Évolution de l'inflation entre 1980 et 1999

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Taux d'inflation (%)	9,2	14,7	6,2	6,0	8,2	10,5	12,3	7,6	5,9	9,3
Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux d'inflation (%)	17,9	25,9	31,7	20,5	29,0	29,8	18,7	5,7	4,99	2,6

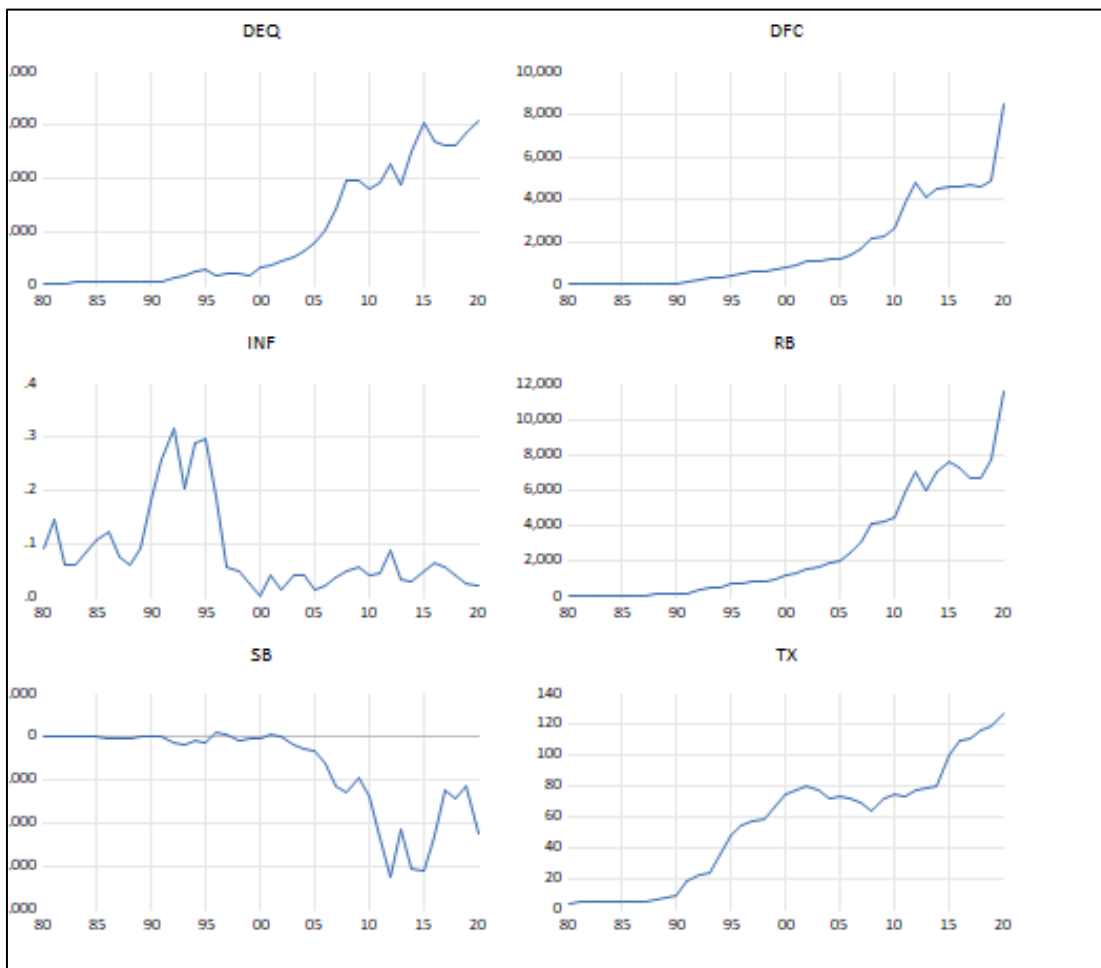
Source : Auteurs. À partir des données de la BA et L'ONS

Annexe n°08 : Évolution de l'inflation entre 2000 et 2020

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
Taux du l'inflation (%)	0,30	4,2	1,4	4,27	3,96	1,38	2,31	3,68	4,86	5,74	
Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux du l'inflation (%)	3,91	4,52	8,89	3,25	2,92	4,78	6,40	5,59	4,27	1,95	2,42

Source : À partir des données de la BA et L'ONS

Annexe n° 09 : Les graphes des séries



Source : Résultats obtenus avec Eviews 12

Annexe n° 10 : Test ADF de stationnarité de la série RB
Résultat : Stationnaire en première différence

Null Hypothesis: RB has a unit root		
Exogenous: Constant, Linear Trend		
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.774946	0.2146
Test critical values:	1% level	-4.211868
	5% level	-3.529758
	10% level	-3.196411

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(RB)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 17:44				
Sample (adjusted): 1982 2020				
Included observations: 39 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RB(-1)	-0.266962	0.096204	-2.774946	0.0088
D(RB(-1))	0.324198	0.226747	1.429778	0.1616
C	-318.4953	186.2708	-1.709851	0.0961
@TREND("1980")	44.37777	16.23280	2.733834	0.0098

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(RB)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 17:49				
Sample (adjusted): 1981 2020				
Included observations: 40 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RB(-1)	-0.002282	0.032819	-0.069533	0.9449
C	130.8556	91.25217	1.434000	0.1598

Null Hypothesis: RB has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.322024	0.9506
Test critical values:	1% level	-2.624057
	5% level	-1.949319
	10% level	-1.611711

Null Hypothesis: D(RB) has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.587412	0.0007
Test critical values:	1% level	-2.625606
	5% level	-1.949609
	10% level	-1.611593

Annexe n° 11 : Test ADF de stationnarité de la série DFC
Résultat : Stationnaire en première différence

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(DFC)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 17:58				
Sample (adjusted): 1988 2020				
Included observations: 33 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DFC(-1)	0.449965	0.080431	5.594415	0.0000
D(DFC(-1))	-0.385195	0.153210	-2.514166	0.0194
D(DFC(-2))	-0.947727	0.150669	-6.290121	0.0000
D(DFC(-3))	-0.224765	0.155737	-1.443227	0.1624
D(DFC(-4))	-0.456679	0.162776	-2.805562	0.0100
D(DFC(-5))	-1.244433	0.171840	-7.241825	0.0000
D(DFC(-6))	-0.468030	0.165343	-2.830667	0.0095
D(DFC(-7))	-2.235197	0.166627	-13.41436	0.0000
C	-99.06799	187.2482	-0.529073	0.6018
@TREND("1980")	12.75778	12.24080	1.042234	0.3081
R-squared	0.917922	Mean dependent var	255.8511	

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(DFC)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 17:59				
Sample (adjusted): 1988 2020				
Included observations: 33 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DFC(-1)	0.522474	0.040434	12.92179	0.0000
D(DFC(-1))	-0.396693	0.153086	-2.591303	0.0160
D(DFC(-2))	-0.964220	0.150105	-6.423643	0.0000
D(DFC(-3))	-0.229933	0.155938	-1.474517	0.1533
D(DFC(-4))	-0.476434	0.161959	-2.941690	0.0071
D(DFC(-5))	-1.269505	0.170453	-7.447829	0.0000
D(DFC(-6))	-0.487594	0.164569	-2.962861	0.0068
D(DFC(-7))	-2.246607	0.166566	-13.48781	0.0000
C	85.87726	59.88253	1.434095	0.1644

Null Hypothesis: DFC has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 7 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.810778	1.0000
Test critical values:	1% level	-2.636901
	5% level	-1.951332
	10% level	-1.610747
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.		

Null Hypothesis: D(DFC) has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 9 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.876224	0.9984
Test critical values:	1% level	-2.644302
	5% level	-1.952473
	10% level	-1.610211
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.		

Annexe n° 12 : Test ADF de stationnarité de la série inf
Résultat : Stationnaire en première différence

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(INF)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 18:05				
Sample (adjusted): 1981 2020				
Included observations: 40 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.222516	0.101250	-2.197691	0.0343
C	0.036843	0.021575	1.707679	0.0961
@TREND("1980")	-0.000920	0.000715	-1.286498	0.2063

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(INF)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 18:06				
Sample (adjusted): 1981 2020				
Included observations: 40 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.166365	0.092144	-1.805500	0.0789
C	0.012983	0.011118	1.167790	0.2502

Null Hypothesis: INF has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.391398	0.1501
Test critical values:	1% level	-2.624057
	5% level	-1.949319
	10% level	-1.611711

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(INF) has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.888309	0.0000
Test critical values:	1% level	-2.625606
	5% level	-1.949609
	10% level	-1.611593

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe n° 13 : Test ADF de stationnarité de la série SB

Résultat : Stationnaire en première différence

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(SB)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 18:10				
Sample (adjusted): 1981 2020				
Included observations: 40 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB(-1)	-0.348084	0.121858	-2.856466	0.0070
C	279.9466	194.5107	1.439235	0.1585
@TREND("1980")	-26.99446	10.99113	-2.456022	0.0189

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(SB)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 18:10				
Sample (adjusted): 1981 2020				
Included observations: 40 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB(-1)	-0.123340	0.085635	-1.440296	0.1580
C	-133.1562	103.9563	-1.280886	0.2080

Null Hypothesis: SB has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.903996	0.3185
Test critical values:	1% level	-2.624057
	5% level	-1.949319
	10% level	-1.611711
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.		

Null Hypothesis: D(SB) has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.386597	0.0000
Test critical values:	1% level	-2.625606
	5% level	-1.949609
	10% level	-1.611593
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.		

Annexe n° 14 : Test ADF de stationnarité de la série DEQ

Résultat : Stationnaire en première différence

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(DEQ)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 18:15				
Sample (adjusted): 1981 2020				
Included observations: 40 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEQ(-1)	-0.112693	0.069974	-1.610494	0.1158
C	-101.8936	80.41215	-1.267141	0.2130
@TREND("1980")	13.64772	6.150405	2.218995	0.0327

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(DEQ)				
Method: Least Squares				
Date: 05/22/23 Time: 18:17				
Sample (adjusted): 1981 2020				
Included observations: 40 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEQ(-1)	0.027677	0.031419	0.880901	0.3839
C	52.30458	42.50065	1.230677	0.2260

Null Hypothesis: D(DEQ) has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.129742	0.0000
Test critical values:	1% level	-2.625606
	5% level	-1.949609
	10% level	-1.611593
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.		
Null Hypothesis: DEQ has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.244830	0.9931
Test critical values:	1% level	-2.624057
	5% level	-1.949319
	10% level	-1.611711
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.		

Annexe n° 15 : Test ADF de stationnarité de la série TX

Résultat : Stationnaire en première différence

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(TX)				
Method: Least Squares				
Date: 05/29/23 Time: 21:38				
Sample (adjusted): 1982 2020				
Included observations: 39 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TX(-1)	-0.132464	0.070090	-1.889916	0.0671
D(TX(-1))	0.380872	0.157054	2.425105	0.0206
C	-0.340170	1.764655	-0.192769	0.8483
@TREND("1980")	0.454258	0.221835	2.047729	0.0481

Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(TX)				
Method: Least Squares				
Date: 05/29/23 Time: 21:40				
Sample (adjusted): 1982 2020				
Included observations: 39 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TX(-1)	0.004258	0.022249	0.191376	0.8493
D(TX(-1))	0.330255	0.161829	2.040771	0.0487
C	1.932111	1.431662	1.349558	0.1856

Null Hypothesis: TX has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 1 (Fixed)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.912920	0.9851
Test critical values:	1% level	-2.625606
	5% level	-1.949609
	10% level	-1.611593

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(TX) has a unit root		
Exogenous: None		
Lag Length: 1 (Fixed)		
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.634934	0.0098
Test critical values:	1% level	-2.627238
	5% level	-1.949856
	10% level	-1.611469

Annexe n°16 : Test de cointégration aux bornes

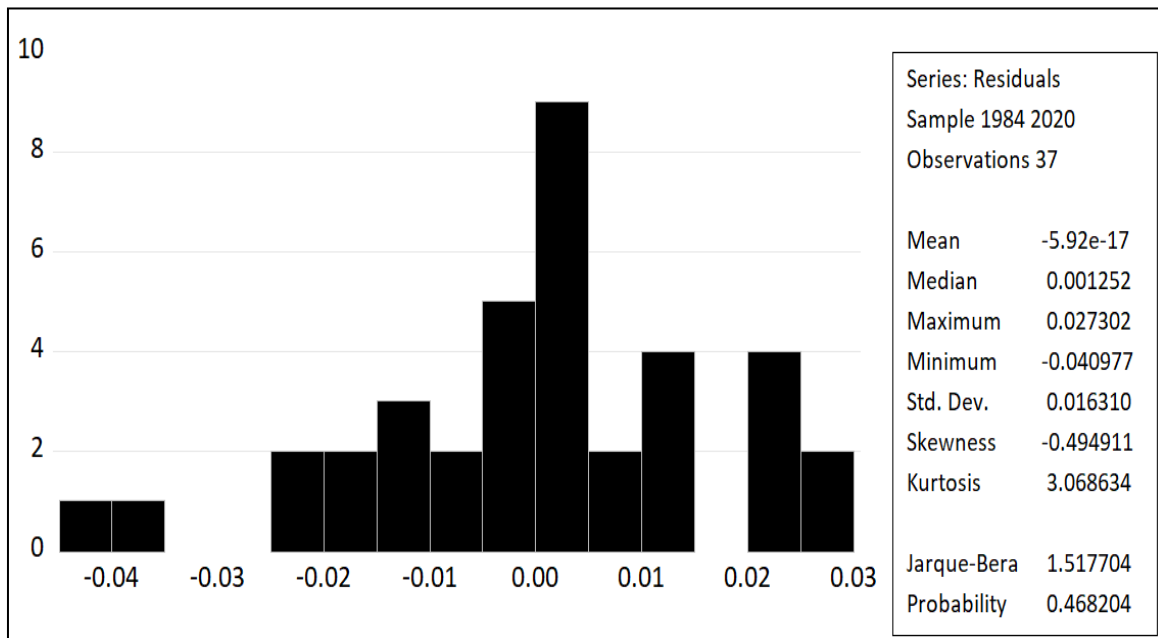
F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	4.347846	10%	2.08	3
k	5	5%	2.39	3.38
		2.5%	2.7	3.73
		1%	3.06	4.15

Annexe n°17 : Hétéroscédasticité et autocorrélation des résidus

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey			
Null hypothesis: Homoskedasticity			
F-statistic	0.955626	Prob. F(26,10)	0.5651
Obs*R-squared	26.38194	Prob. Chi-Square(26)	0.4423
Scaled explained SS	1.993228	Prob. Chi-Square(26)	1.0000

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	4.549498	Prob. F(2,9)	0.0631
Obs*R-squared	18.60119	Prob. Chi-Square(2)	0.0001

Annexe n°18 : Teste de stabilité Normalité



Annexe n°19 : Base des données

Années	INF	Sb	DEQ	DEF	TX	RB
1980	0.0918635170603675	15.578	17.227	26.789	3.8375	59.594
1981	0.146634615384615	21.729	23.45	34.205	4.3158	79.384
1982	0.0618448637316564	1.801	34.449	37.996	4.5921	74.246
1983	0.0602171767028627	-4.181	40.434	44.391	4.7885	80.644
1984	0.0819366852886405	9.767	41.326	50.272	4.9835	101.365
1985	0.104991394148021	6.009	45.181	54.66	5.0279	105.85
1986	0.123052959501558	-12.127	40.663	61.154	4.7023	89.69
1987	0.0586718246292716	-10.993	40.216	63.761	4.8375	92.984
1988	0.0586718246292716	-26.2	43.5	76.2	5.9144	93.5
1989	0.0931790499390985	-8.1	44.3	80.2	7.6084	116.4
1990	0.17883008356546	16.00	47.7	88.8	8.9648	152.5
1991	0.258979206049149	36.8	58.3	153.8	18.4672	248.9
1992	0.316816816816817	-108.267	144	276.131	21.8717	311.864
1993	0.205245153933865	-162.678	185.21	291.417	23.3503	313.949
1994	0.289971617786187	-89.148	235.926	330.403	35.0552	477.181
1995	0.297946461312798	-147.886	285.923	473.694	47.6489	611.731
1996	0.187032066676084	100.548	174.013	550.596	54.7472	825.157
1997	0.0570034511483993	81.472	201.641	643.555	57.6757	926.668
1998	0.0499887412744879	-101.228	211.884	663.855	58.7351	774.511
1999	0.025948959897062	-11.186	186.987	774.695	66.5722	950.496
2000	0.00303093645484941	-53.198	321.929	856.193	75.2569	1 578.161
2001	0.0419922892570595	68.709	357.395	963.633	77.26	1 505.526
2002	0.0143000000000001	26.038	452.93	1097.716	79.6829	1 603.188
2003	0.0425909494232475	-164.624	516.504	1122.761	77.3947	1 974.466
2004	0.0397163120567376	-285.372	638.036	1251.055	72.0603	2 229.899
2005	0.0138244656662119	338.045	806.905	1245.132	73.3596	3 082.828
2006	0.0231452408719835	-611.089	1015.144	1437.87	72.6466	3 639.925
2007	0.0367382726874178	1159.519	1434.638	1673.931	69.3757	3 687.9
2008	0.0485453315290934	-1288.603	1973.278	2217.775	64.5828	2 902.448
2009	0.0574286175189546	-970.972	1946.311	2300.023	72.6349	3 275.362
2010	0.0391304347826087	-1392.296	1807.862	2659.078	74.3908	3 074.644
2011	0.0452176466270278	-2363.759	1934.155	3879.206	72.8534	3 489.81
2012	0.0889107381136318	-3254.143	2275.539	4782.634	77.5519	3 804.030
2013	0.0325701386649467	-2128.816	1892.595	4131.536	79.3808	3 895.315
2014	0.0291692692067459	-3068.021	2501.442	2501.442	80.5606	3 927.748
2015	0.0478242398494871	-3103.789	3039.322	4617.009	100.4641	4 552.542
2016	0.0640023168259483	-2285.913	2711.93	4585.564	109.4654	5 011.581
2017	0.0559063690800218	-1234.745	2605.448	4677.182	110.961	6 047.885
2018	0.042687013455689	-1412.332	2 918.387	4648.286	116.6169	6 389.469
2019	0.0241	-1138.977	2846.352	4879.125	119.3606	6 601.576
2020	0.0195	-2231.136	3099.845	8506.846	126.8288	5 114.087

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des illustrations

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°01 : Total des dépenses budgétaires entre 1980 et 2000.....	08
Tableau n°02 : Evolution du déficit budgétaire algérien entre 1980 et 1999.....	11
Tableau n°03 : La part de la fiscalité pétrolière dans les recettes budgétaires totales Entre 1980 et 2020.....	14
Tableau n°04 : Évolution de l'inflation entre 1980 et 1999.....	21
Tableau n°05 : Détermination de nombre de retards.....	32
Tableau n°06 : Test « ADF » de la stationnarité des séries.....	33
Tableau n°07 : décalage optimal et estimation du modèle ARDL.....	34
Tableau n°08 : test de cointégration aux bornes.....	36
Tableau n°09 : Résultats des tests DIAGNOSTIQUES du modèle ARDL.....	37
Tableau n°10 : Résultats d'estimation des coefficients de court terme.....	38
Tableau n°11 : Résultats d'estimation des coefficients de long terme.....	40

LISTE DES FIGURES

Figure n°01 : Détail des recettes budgétaires en Algérie entre 1980 et 2020.....	06
Figure n°02 : La part de la fiscalité pétrolière dans les recettes budgétaires totales entre 1980 et 2020.....	07
Figure n°03 : Détail des dépenses budgétaires en Algérie entre 2001 et 2020.....	09
Figure n°04 : Evolution du solde budgétaire entre 2000 et 2020.....	12
Figure n°05 : L'inflation par les coûts.....	19
Figure n°06 : Evolution des taux d'inflation entre 1980 et 1999.....	20
Figure n°07 : Evolution de l'inflation en Algérie 2000-2020.....	21
Figure n°08 : lien entre le taux d'intérêt et l'inflation.....	24
Figure n°09 : critère d'information d'AKAIKE	36
Figure n°10 : Test du CUSUM et du CUSUM OF SQUARES.....	37

TABLE DES MATIERES

Table des matières

Remerciement

Dédicaces

Liste des abréviations

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
I.CHAPITR I : ÉVOLUTION DES AGRÉGATS BUDGÉTAIRES EN ALGÉRIE ENTRE 1980 ET 2020.....	4
Introduction.....	4
I.1 Les différentes composantes budgétaires de 1980 à 2020.....	4
I.1.1 Les recettes budgétaires.....	4
I.1.2 Les dépenses budgétaires.....	7
I.2 Evolution des déficits budgétaires en Algérie durant la période 1980-2020.....	10
I.3 La vulnérabilité des finances publiques algériennes.....	13
I.3.1 La forte dépendance des recettes budgétaire envers la fiscalité pétrolière.....	13
I.3.2 La vulnérabilité de l'équilibre budgétaire face à la politique sociale.....	14
I.3.3 La primauté des dépenses de fonctionnement sur les dépenses d'équipement.....	15
Conclusion.....	15
II.CHAPITR II : NOTIONS GÉNÉRALES SUR L'INFLATION.....	17
Introductio.....	17
II.1 Les causes de l'inflation.....	17
II.1.1 L'inflation monétaire.....	17
II.1.2 L'inflation par la demande.....	18
II.1.3 L'inflation par les coûts :.....	18
II.1.4 L'inflation structurelle.....	19
II.2 Évolution de l'inflation en Algérie.....	19
II.2.1 Évolution de l'inflation en Algérie 1980-1999.....	20
II.2.2 Évolution de l'inflation en Algérie 2000-2020.....	21
II.3 Les mécanismes budgétaires de l'inflation.....	22

II.3.1	Les mécanismes théoriques	22
II.3.2	Revue de la littérature empirique	26
	Conclusion	27
III.CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE « APPROCHE ARDL ».....		31
	Introduction.....	31
III.1	Méthodologie et spécification modèle	31
III.1.1	Choix des variables.....	31
III.1.2	Le choix de la technique d'estimation	32
III.2	Résultats du modèle.....	33
III.2.1	Analyse de la stationnarité des séries.....	33
III.2.2	Test de cointégration de pesaran et al. (2001) :.....	34
III.2.3	Tests de stabilité et de validation du modèle :.....	37
III.2.4	Analyse des relations de court terme	38
III.2.5	Analyse des relations de long terme	40
	Conclusion.....	42
CONCLUSION GÉNÉRALE		45
Références bibliographiques.....		49
Annexes		51
Liste des tableaux et Liste des.....		62
Résumé		

Résumé

L'objectif de cette étude est de déterminer l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation en Algérie de 1980 à 2020 à l'aide du modèle ARDL. Les finances publiques en Algérie ont été affectées par les différentes composantes budgétaires, mais la principale caractéristique a été la dépendance aux revenus pétroliers. Cette dépendance a conduit à des tendances inquiétantes en matière de déficits budgétaires, les dépenses budgétaires dépassant souvent les recettes.

Les résultats de l'étude montrent qu'il existe une relation significative et positive entre le déficit budgétaire et l'inflation en Algérie. Une augmentation du déficit budgétaire a été associée à une augmentation de l'inflation à court et à long terme notamment par le mode des recettes et les dépenses de fonctionnement. Quant aux dépenses d'équipement celles-ci entretiennent une corrélation négative à court terme et aucune à long terme. A noter que le rôle du taux de change est important puisqu'il est amortisseur à chaque baisse des revenus pétroliers.

Mots-clés : déficit budgétaire, inflation, dépenses budgétaires, recettes budgétaires, fiscalité, taux de change, modèle ARDL.

Abstract

The objective of this study is to determinate the impact of budget deficits on inflation in Algeria from 1980 to 2020 using the ARDL model. The public finances in Algeria have been affected by various budgetary components, but the main characteristic has been the dependence on oil revenues. This dependence has led to worrisome trends in budget deficits, with public expenditures often exceeding revenues.

The results of the study show that there is a significant and positive relationship between the budget deficit and inflation in Algeria. An increase in the budget deficit has been associated with an increase in inflation in the short and long term, particularly through the mode of revenue and operating expenditure. As for capital expenditure, this maintains a negative correlation in the short term and none in the long term. It should be noted that the role of the exchange rate is important since it is a shock absorber at each drop in oil revenues.

Keywords: budget deficit, inflation, budget expenditures, budget revenues, taxation, exchange rate, ARDL model.

ملخص

هدف هذه الدراسة هو تحديد تأثير العجز المالي على التضخم في الجزائر من عام 1980 إلى عام 2020 باستخدام نموذج تأثرت الشؤون المالية العامة في الجزائر بمختلف المكونات الميزانية، ولكن السمة الرئيسية كانت الاعتماد على ARDL إيرادات النفط. هذا الاعتماد أدى إلى اتجاهات مقلقة فيما يتعلق بالعجز المالي، حيث غالبًا ما تتجاوز النفقات الميزانية الإيرادات.

تظهر نتائج الدراسة أن هناك علاقة معنوية وإيجابية بين العجز المالي والتضخم في الجزائر. كان زيادة العجز المالي مرتبطة بزيادة التضخم على المدى القصير والطويل، خاصة من خلال طرق الإيرادات والنفقات التشغيلية. أما بالنسبة للنفقات الاستثمارية، فإنها تظهر ترابطًا سلبيًا على المدى القصير ولا تظهر أي ترابط على المدى الطويل. يجب ملاحظة أن دور سعر الصرف مهم حيث يعمل كوسادة في حالة انخفاض إيرادات النفط.

الكلمات المفتاحية: عجز الموازنة، التضخم، نفقات الميزانية، إيرادات الموازنة، الضرائب، سعر الصرف، نموذج ARDL